Bilan & Perspectives

Numéro 25 – août 2025

Sommaire

Éditorial

La défense de la démocratie : un leurre pour le prolétariat !

Les aimants aux terres rares déchirent le monde

"Un prologue majestueux" - La révolution russe de 1905 (1 ère partie)

Les « années sauvages » : les décennies 60-70 et l'autonomisation de la lutte de classe (2e partie)

Revue du Groupe Révolutionnaire Internationaliste,
membre de la Tendance Communiste Internationaliste 4€

Nous contacter

Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org/fr

Lisez, partagez nos publications :

facebook @Groupe Révolutionnaire Internationaliste – TCI
X @GRI_TCI

Nous écrire : fr@leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI

Partito Comunista Internazionalista (Italie) :
info@leftcom.org
Battaglia Communista
CP 1753
20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :
uk@leftcom.org
CWO
BM CWO
WC1M 3XX LONDON

Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) :
de@leftcom.org
GIK, c/o Rotes Antiquariat
Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (IWG, USA) :
iwg@leftcom.org
IWG
P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708

Klasbatalo (Canada) :
klasbatalocollective@gmail.com

Éditorial : Danger du populisme ou danger de la guerre généralisée ?
La lutte de classe internationale comme boussole face aux mystifications démocratiques !

D'Ankara à Washington, de Bucarest à Berlin, de Tbilissi à Bratislava, en passant par Belgrade, des manifestations -parfois massives- ont lieu contre des partis et gouvernements « populistes »[1] et autoritaires, afin de dénoncer le « danger » que représenteraient ces idéologies pour la « démocratie », l'État de droit et les libertés fondamentales. Ces manifestations, rassemblant principalement des intellectuels et des étudiants petits-bourgeois, mais parfois aussi des travailleurs du secteur public et privé, sont une confirmation éclatante de l'absence de conscience de classe des travailleurs dans une période contre-révolutionnaire comme la nôtre et de reflux de la lutte de classe. Elles illustrent le piège qu'incarne aujourd'hui encore le mythe interclassiste du démocratisme et du citoyennisme contre l'extrême droite et le « danger fasciste » visant à détourner les travailleurs de leurs revendications de classe. La démocratie bourgeoise n'est qu'une des facettes de l'exploitation capitaliste, comme l'est le « populisme » autoritaire[2]. Elle ne représente rien de plus qu'une garantie de droits formels servant à dissimuler l'antagonisme de classe au nom de « l'intérêt général » et du « bien commun ». La question n'est pas de savoir quel bourgeois est le mieux à même de défendre les libertés « constitutionnelles », donc bourgeoises, qui ont constamment été refusées aux prolétaires dès lors qu'ils représentaient un danger pour l'ordre capitaliste[3], mais plutôt de savoir comment résister face aux attaques anti-ouvrières qui vont se multiplier partout dans le monde dans les mois et années à venir, et ce aussi bien dans les régimes démocratiques que « populistes » ou autoritaires.

En France, la gauche se mobilise également sur cette question, dénonçant « l'extrême droitisation » du macronisme et du gouvernement Bayrou, notamment suite à la nomination du très réactionnaire Bruno Retailleau au ministère de l'intérieur. Mais ce que la gauche ne dit pas, c'est que ce « populisme de droite » est la tentative du système capitaliste à répondre à la crise systémique qu'il connaît depuis 50 ans. Si Bruno Retailleau et toute la coalition présidentielle stigmatisent sans cesse les immigrés et les travailleurs sans papiers, comme le fait Trump aux États-Unis, c'est pour détourner les effets de la crise sociale -avec plusieurs vagues de licenciement massives et des coupes de plusieurs dizaines de milliards d'euros en prévision dans le budget 2026- sur un bouc-émissaire, pour diviser et paralyser la classe ouvrière selon des critères identitaires. L'arrivée au pouvoir de dirigeants « populistes de droite » comme aux États-Unis signale, comme nous l'avions déjà montré dans le cas de l'Argentine, « *une accélération de la crise politique, consécutive à la crise économique et sociale, autour de mots d'ordre prétendument « dégagistes » et « anti-establishment ». Cela montre que la bourgeoisie ne peut plus se satisfaire, pour sauver son système brinquebalant et décadent, de demi-mesures comme l'ont fait les gouvernements successifs de gauche et de droite, visant à conserver un semblant de paix sociale. Au contraire, alors que*

1 Par populisme, nous entendons les fractions de la bourgeoisie qui défendent la collaboration de classe entre prolétariat et bourgeoisie, prétendument regroupés au sein d'un ensemble homogène (le « peuple »), au service des intérêts du capital national.

2 « *Toutes les luttes au sein de l'Etat, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le suffrage, etc., ne sont que les formes illusoires dans lesquelles les luttes des différentes classes sociales entre elles sont menées.* » (Marx, *L'idéologie allemande*, 1845)

3 N'est-ce pas le gouvernement Bayrou, prétendument défenseur du « front républicain » contre l'extrême droite, qui appelait à restreindre le droit de grève en réaction aux luttes légitimes des cheminots pour une amélioration de leurs conditions de vie et de travail ?

le pays s'enfonce toujours plus dans la crise, une guerre sociale se prépare »[4]. C'est donc pour justifier des mesures encore plus brutales envers le prolétariat que la bourgeoisie a massivement soutenu Donald Trump aux élections de novembre 2024, mais cela ne signifie par pour autant qu'il existe une différence de nature avec la bourgeoisie libérale. La politique de Trump sera dans la continuité de celle de Biden, tout comme celle de Biden avait été dans la continuité de celle de Trump[5]. Tous deux défendent d'ailleurs une remilitarisation à marche forcée de l'économie de guerre en préparation d'un conflit avec la Chine. Mais alors que Biden cherchait à affaiblir préalablement la Russie, en sa qualité d'alliée de la Chine, Trump considère que l'ennemi prioritaire des États-Unis est la Chine, seconde puissance économique et militaire dont l'essor croissant menace ses propres intérêts.

Et pendant que la gauche et les syndicats mystifient les prolétaires sur les questions démocratiques, les prodromes de la guerre généralisée s'intensifient, à Gaza comme en Ukraine. Dans chacun de ces cas, les négociations pour parvenir à une « paix durable » ne débouchent sur rien de concret : le gouvernement israélien poursuit son entreprise de nettoyage ethnique contre la population palestinienne, avec la bénédiction des États-Unis et de l'Union européenne, tandis que la tactique cynique du Hamas, de plus en plus contestée à l'intérieur même de l'enclave gazaouie, prouve une fois de plus que la bourgeoisie nationale ne peut jamais être un allié pour le prolétariat dans sa lutte pour son émancipation, mais constitue un obstacle réel à la lutte de classe. En Ukraine, les changements de ton quotidiens des Européens et des Américains sur la possibilité d'une paix avec la Russie cachent mal l'impossibilité d'une « paix durable » dans le capitalisme, puisque les causes de la guerre proviennent précisément des logiques internes au capital : exploitation des ressources, rivalités inter-impérialistes, conquête de nouveaux marchés. Ce pacifisme bourgeois, défendu aussi bien par les gouvernements impérialistes que par les partis de gauche, cherche à masquer le fait qu'une paix capitaliste ne peut signifier rien d'autre qu'une paix impérialiste, une pause temporaire dans le conflit inter-impérialiste qui ne pourra déboucher que sur l'aggravation des contradictions du système capitaliste, et vers l'éclatement d'un nouveau conflit généralisé, dont on aperçoit déjà les prémisses avec la remilitarisation et le réarmement forcé des principales puissances impérialistes. Comme l'explique parfaitement Lénine : « *L'approche de la paix, ou tout au moins la discussion animée qui se déroule dans certains milieux bourgeois à propos de la paix, a provoqué nécessairement et non par hasard une divergence particulièrement frappante entre ces deux politiques [la droite pacifiste et la gauche marxiste de Zimmerwald en 1915]. Car les pacifistes bourgeois et leurs imitateurs et perroquets « socialistes » ont toujours imaginé la paix comme quelque chose de distinct dans son principe même, en ce sens que l'idée : « la guerre est la continuation de la politique de paix, la paix est la continuation de la politique de guerre » n'a jamais été comprise par les pacifistes des deux nuances. Que la guerre impérialiste de 1914-1917 soit la continuation de la politique impérialiste des années 1898 à 1914, sinon d'une période encore antérieure, ni les bourgeois ni les social-chauvins n'ont jamais voulu et ne veulent le voir. Que la paix ne puisse être à présent, si les gouvernements bourgeois ne sont pas renversés par la révolution, qu'une paix impérialiste continuant la guerre impérialiste, ni les pacifistes bourgeois ni les pacifistes socialistes ne le comprennent* » (« Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste », V. Lénine, 1er Janvier 1917).

Face aux dangers de guerre généralisée, et aux mystifications démocratiques, interclassistes et citoyennistes qui visent à empêcher les prolétaires de lutter sur leur propre terrain, la lutte de classe contre la bourgeoisie, de droite comme de gauche, libérale comme « populiste », doit rester notre seule et unique boussole. Comme nous l'avions déjà dénoncé il y a plusieurs mois dans le cas de la France, les

4 https://www.leftcom.org/fr/articles/2024-03-04/argentine%C2%A0-de-l-offensive-populiste-au-renouveau-des-luttes-ouvri%C3%A8res%C2%A0

5 https://www.leftcom.org/en/articles/2025-01-22/right-populism-returns-and-the-threat-of-war-looms-large

attaques anti-ouvrières vont se renforcer sous l'effet des politiques d'austérité mises en place en réaction à la crise de rentabilité du capital[6], aussi bien sous les gouvernements de Trump et Milei que sous ceux de Macron ou Starmer. La réponse ne réside pas dans un changement de casting qui ne ferait que perpétuer la domination capitaliste, mais bien dans la lutte révolutionnaire pour le renversement d'un mode de production qui conduit, indépendamment des acteurs en place et des tensions entre factions bourgeoises, au risque d'une chute vers la barbarie généralisée.

22/07/2025

6 https://www.leftcom.org/fr/articles/2024-03-28/plan-d-aust%C3%A9rit%C3%A9-en-france%C2%A0-la-guerre-sociale-est-d%C3%A9clar%C3%A9e%C2%A0

La défense de la démocratie : un leurre pour le prolétariat !

L'arrivée au pouvoir et les bons résultats électoraux obtenus ces dernières années par des personnalités ou des partis politiques d'extrême droite[1], dans la plupart des pays développés, des États-Unis à l'Argentine en passant par l'Italie, l'Allemagne et même dernièrement le Japon, ont suscité, comme on pouvait s'y attendre, moult lamentations et protestations. Dès lors, les appels à défendre la démocratie provenant des forces de gauche et des partis traditionnels se succèdent. La victoire de Trump en novembre dernier et ses premières mesures spectaculaires (chasse aux immigrés, suppression des financements de l'Usaid, licenciement de milliers de fonctionnaires etc) ont encore amplifié ces craintes.

Indéniablement, cette tendance signifie des jours encore plus sombres pour le prolétariat. Les pays où ces partis sont désormais au pouvoir en donnent un premier aperçu : restrictions des dépenses sociales, traque à l'immigration illégale, remise en cause des droits des femmes et des minorités sexuelles etc.

Pour autant, nous refusons de nous joindre à ces invitations à défendre la démocratie et nous affirmons même qu'elles sont vouées à l'échec et contre-révolutionnaires car elles empêchent le prolétariat de se constituer en force indépendante, seule capable de s'opposer au capital et à sa dynamique actuelle responsable de l'autoritarisme croissant de l'État.

Dans les pays développés, en temps « normal », la démocratie constitue la forme politique la plus adaptée à la domination bourgeoise. Elle masque l'impératif de valorisation du capital qui régit l'ensemble de la vie économique, politique et sociale, et donne l'illusion aux citoyens qu'ils sont égaux et qu'ils peuvent influer sur la vie politique et économique du pays. Elle n'en reste pas moins un régime sous lequel les prolétaires sont exploités, mutilés ou tués (accidents du travail, violences policières), l'air, l'eau et les sols contaminés par de multiples pollutions, sans oublier les ventes d'armes et les interventions militaires dévastatrices dans les pays périphériques. Tel est le cours « normal » du capitalisme des pays démocratiques. Depuis son origine, la démocratie n'a cessé de réprimer ceux qui contrevenaient aux intérêts de la bourgeoisie. Il suffit de penser aux massacres de la Commune, de Fourmies, tous ceux commis dans les colonies … Pourtant cela n'empêche pas les différentes organisations de gauche d'exhorter à sa défense et de persister dans leur erreur en opposant démocratie et fascisme.

Ainsi elles ne voient dans l'avènement de l'extrême droite qu'une lutte entre bons et

1 Nous les désignons par « extrême droite » pour simplifier, mais ils sont souvent aussi qualifiés de droite illibérale, de droite populiste, de fascistes ou néofascistes.

méchants en dehors de toute considération pour le cours du capitalisme mondial. A les écouter, il suffirait de changer de personnel à la tête de l'État. Si l'une d'entre elles parvenait au pouvoir, elle régulerait le capital pour qu'il réponde aux besoins du peuple[2]. Or, toutes les expériences de partis de « gauche » au pouvoir, du Front Populaire à Podemos ou Syriza. ont montré qu'ils ne servaient que les intérêts du capital. Il ne saurait en être autrement, l'État n'est pas un instrument, il est fondamentalement lié au capital et son rôle est d'en assurer la reproduction, c'est à dire sa valorisation et son accumulation.

La bourgeoisie n'est évidemment pas homogène et il existe différentes modalités pour y parvenir. Mais, et c'est là le deuxième point important, le capitalisme, comme nous l'avons écrit à maintes reprises, traverse de multiples crises. La valorisation du capital se fait de plus en plus problématique, tous les expédients utilisés jusqu'à aujourd'hui pour y remédier ont perdu leur efficacité.

La période est marquée par l'accentuation des rivalités impérialistes. Les États-Unis se montrent de plus en plus agressifs pour défendre leur hégémonie déclinante. Les grandes puissances se sont lancées dans une course effrénée pour s'accaparer les ressources naturelles essentielles (énergies fossiles, terres rares...). Pour restaurer la rentabilité, tous les États imposent des réformes visant à diminuer les dépenses sociales et augmenter l'exploitation. L'ensemble de ces conditions exige un État plus fort et répressif.

Cette tendance s'applique à tous les États quelque soit l'étiquette du gouvernement en place. Ainsi, la social-démocratie au pouvoir au Danemark a établi l'une des législations les plus dures en matière d'immigration. Le premier ministre britannique et travailliste, Keir Starmer, a récemment félicité le ministre de l'intérieur d'extrême droite français Bruno Retailleau pour ses exactions dans sa chasse aux migrants et l'a exhorté à aller plus loin. La néofasciste Giorgia Meloni est félicitée au sein de l'Union européenne...Partout, les gouvernements réduisent les dépenses sociales.

Dans ce contexte, toutes les promesses des partis de gauche, gauche radicale en tête, ne sont que pure démagogie. Les bases matérielles du réformisme n'existent plus.

En reprenant la stratégie de l'antifascisme démocratique, bien qu'on ne puisse pas à proprement parler de fascisme à l'heure actuelle, l'aile gauche de la bourgeoisie, fourvoie le prolétariat. Elle l'enchaîne à l'État et le soumet à sa domination idéologique. Elle entretient ses illusions démocratiques et réformistes et entrave sa constitution en classe indépendante défendant ses propres intérêts, et le détourne de la préparation nécessaire et inéluctable à l'affrontement avec l'État qu'il soit démocratique, populiste ou fasciste. L'interclassisme inhérent à l'antifascisme implique le renoncement aux méthodes de luttes spécifiques du prolétariat.

Nous ne prétendons pas que la gauche et l'extrême droite soient la même chose. Nous réaffirmons juste que pour combattre le fascisme le prolétariat ne peut pas s'associer à la social-démocratie car elle ne nous défendra pas et même plus probablement, elle cherchera à nous écraser dès que les intérêts du capital seront en jeu comme l'expérience historique l'a montrée. Après la première guerre mondiale, en Allemagne, c'est elle qui a écrasé le mouvement révolutionnaire en assassinant notamment Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, en Italie, elle a ouvert la voie aux fascistes en désarmant physiquement et idéologiquement le prolétariat, en Espagne, en 1936-37, les républicains et les staliniens ont étouffé l'élan révolutionnaire avant de laisser Franco finir le travail.

Le seul antifascisme, c'est la lutte contre le capital, la lutte pour la révolution communiste.

2 Le peuple étant composé de plusieurs classes aux intérêts distincts et opposés, prétendre que l'État pourrait contrôler le mouvement du capital pour qu'il réponde aux besoins de tous est déjà une aberration.

Les aimants aux terres rares déchirent le monde

Les puissances mondiales se disputent aujourd'hui des métaux autrefois peu connus, les terres rares, qui sont essentielles à la technologie d'aujourd'hui, technologie militaire incluse. La Chine est en tête de la production mondiale de terres rares et les États-Unis et le reste du monde tentent aujourd'hui de rattraper leur retard. Mais que sont les terres rares ?

Les terres rares : que sont-ils et à quoi servent-ils ?

On désigne par terres rares ou en anglais rare earth elements (REEs) 17 éléments aux propriétés chimiques similaires. Pour être plus précis, il s'agit des 15 lanthanides — lanthane, cérium, praséodyme, néodyme, prométhium, samarium, europium, gadolinium, terbium, dysprosium, holmium, erbium, thulium, ytterbium et lutécium — auxquels on ajoute le scandium et l'yttrium pour leurs propriétés voisines. Il a fallu beaucoup de temps pour les isoler, précisément en raison de cette similitude.

Les terres rares sont nécessaires à la production de nombreuses technologies. Elles ont des propriétés optiques utiles. Si vous lisez ceci sur un écran, la lumière verte de votre écran est générée en utilisant du terbium, tandis que la lumière rouge est le résultat d'une combinaison d'europium et d'yttrium. Un autre exemple est l'erbium. La lumière infrarouge produite par l'erbium peut envoyer des signaux à travers des kilomètres de fibre optique, ce qui est pourquoi la plupart des applications de fibre optique dans le monde utilisent des amplificateurs de signaux à base d'erbium. Les câbles à fibres optiques sont l'épine dorsale des télécommunications modernes ; ils pourraient même aider à naviguer les routes maritimes de l'Arctique[1]. Ils seront sans doute des cibles de choix dans toute future guerre[2].

Les propriétés magnétiques des terres rares sont possiblement les plus importantes. Les terres rares peuvent être utilisées pour produire des aimants aux terres rares, de puissants aimants permanents (où le champ magnétique est généré par la structure interne du matériau lui-même) essentiels à la miniaturisation de la technologie. Les premiers aimants faisant appel aux terres rares (néodyme et scandium) furent développés en 1982 et on révolutionner la technologie depuis. Les petits moteurs qui alimentent les disques durs des ordinateurs et les haut-parleurs miniatures des téléphones mobiles et des ordinateurs portables dépendent des aimants aux terres rares. Les aimants au néodyme, les aimants aux terres rares les plus utilisés, sont utilisés pour les scanners IRM et les fours à microondes. Les aimants aux terres rares sont aussi utilisés pour les éoliennes et les voitures électriques. Sans ces aimants, les voitures électriques auraient besoin de plus grosses batteries et les éoliennes qui en sont dépourvues requièrent davantage d'entretien. Sinon, l'éolienne aurait besoin de beaucoup d'engrenages ce qui augmente le risque de pannes.

Les terres rares ont aussi d'importantes applications militaires. Par exemple, le terbium est utilisé pour les systèmes de sonar naval, les alliages légers d'aluminium-scandium sont utilisés pour des composants aérospatiaux, l'yttrium est utilisé dans les moteurs à réaction ou encore l'ytterbium est utilisé dans les leurres. Le ministère américain de la défense est derrière l'effort actuel des États-Unis pour diversifier leurs sources d'approvisionnement en terres rares.

Tout cela explique pourquoi il y a une lutte impérialiste pour s'emparer des minéraux des terres rares, avec la Chine clairement en tête. Rappelons qu'en 2020, la Chine produisait 80% des aimants au néodyme dans le monde.

1 https://phys.org/news/2023-05-fiber-optic-cables-track-whales-cruise.html

2 https://www.scmp.com/news/china/science/article/3303246/china-unveils-powerful-deep-sea-cable-cutter-could-reset-world-order

Le monopole chinois

Un minéral de terre rare contient un ou plusieurs REEs comme principaux constituants métalliques. Contrairement à ce que leur nom suggère, les terres rares sont relativement abondantes dans la croûte terrestre. Cependant, elles n'existent pas en filons concentrés, mais sont réparties en petites quantités sur de grandes surfaces, ce qui les rend 'rares'. Actuellement leur extraction n'est économiquement viable qu'avec des concentrations d'environ 2% par tonne de roches stériles. Bien que les terres rares puissent être trouvées à travers le monde, aucun pays ne les a exploitées comme la Chine. Deng Xiaoping aurait déclaré que « le Moyen-Orient a son pétrole, la Chine a ses terres rares ». Depuis les années 1990, la Chine domine la production d'oxydes de terres rares, à partir desquels les REEs peuvent être séparées. La Chine représentait près de 70% de la production minière de terres rares en 2024, contre 58% en 2021[3]. La mine de Bayan Obo, dans le nord-est de la Chine, était responsable de 50% de la production mondiale en 2023.

La Chine possède un tiers des réserves mondiales estimées de terres rares. Le Brésil, la Russie, l'Australie, le Myanmar (Birmanie), la Malaisie, le Canada, la Kazakhstan, le Nigeria, Madagascar et le Groenland ont également des réserves. Les réserves du Groenland expliquent en partie les tentatives chinoises de mettre un pied dans ce pays ainsi que la menace récemment exprimée par Trump que les États-Unis obtiendraient le Groenland « d'une manière ou d'une autre »[4]. La Corée du Nord aurait aussi de grosses réserves.

Mais tandis que des gisements existent ailleurs qu'en Chine, leur exploitation n'est généralement pas rentable. Cela est en partie en raison du monopole chinois, mais cela explique la situation actuelle et non comment celle-ci est arrivée et est donc une explication insuffisante. Une partie de la raison pour laquelle la Chine a pu mieux exploiter ses réserves est que la propriété foncière ne se pose pas en obstacle à l'investissement de capital dans l'exploitation minière, ce qui est le cas dans d'autres pays. Le capitaliste n'a pas besoin de se soucier qu'une partie de la plus-value aille au propriétaire foncier sous la forme de rente foncière au lieu de faire partie de son profit. En effet, en Chine l'État est propriétaire de toutes les ressources minières, indépendamment de la propriété foncière. Pour être clair, cela n'a rien de socialiste, même s'il s'agissait d'une pleine nationalisation de la terre. Le mode de production capitaliste est caractérisé par séparation des travailleurs des conditions de production, c'est-à-dire des moyens de production et de la terre. Comme Marx l'a indiqué, tout ce qui est nécessaire pour le mode de production capitaliste est que le sol « affronte la classe ouvrière comme condition de production ne lui appartenant pas, et ce but est parfaitement atteint lorsqu'il devient propriété de l'État ».[5] C'est pourquoi Lénine considérait la nationalisation de la terre comme une simple « mesure bourgeoise-démocratique ».[6] L'État chinois, donc, a pris avantage de cette situation et a tout fait pour développer l'extraction des terres rares en attribuant les terres à sa guise, tout en fournissant de l'énergie bon marché et en subventionnant l'ouverture de nouvelles mines. Le marché domestique fut protégé de la concurrence étrangère, avec l'extraction réservé aux entreprises chinoises.

La Chine a développé cette branche de production sans se soucier des conditions de travail dangereuses ou de l'impact sur l'environnement. Les terres rares sont souvent associées à des éléments radioactifs tels que le thorium et l'uranium et leur séparation requière l'utilisation de nombreux produits chimiques toxiques et des centaines de mètres cubes d'eau qui sont alors contaminés par ces

3 https://www.statista.com/statistics/270277/mining-of-rare-earths-by-country/

4 https://www.leftcom.org/fr/articles/2025-03-22/les-tensions-imp%C3%A9rialistes-en-%C3%A9bullition-dans-l%E2%80%99arctique et https://www.politico.eu/article/greenland-donald-trump-threat-takeover-danish-territory-elect-members-us-europe/

5 Marx, K., 1975. Théories sur la plus-value tome II. Éditions Sociales. Page 42.

6 https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1914/jun/22.htm

produits chimiques. Séparer les terres rares les unes des autres est également difficile en raison de leurs propriétés voisines. En effet, le principal problème n'est pas tant l'extraction de terres rares que le fait qu'elles doivent être séparées des oxydes, raffinées et transformées en alliages au cours d'un procès hautement spécialisé avant de pouvoir être utilisées pour produire des aimants aux terres rares. La Chine a établi une position dominante à chaque étape de ce procès à travers sa stratégie industrielle de long terme subventionnée par l'État. La raison principale pour laquelle la Chine dépasse ses concurrents n'est donc pas tant ses larges réserves, même si celles-ci n'y sont pas pour rien, mais plutôt son monopole sur toute la chaîne de ce procès. Comme indiqué ci-dessus, les terres rares ne sont pas rares, mais il est rare de les trouver sous leur forme pure. Ce est véritablement rare, c'est l'infrastructure pour les traiter. En 2023, la Chine a traité 87% des terres rares (contre 2% pour l'UE) et en a raffiné 91%. 94% des aimants aux terres rares sont fabriqués en Chine.[7]Traiter, stocker et transporter les terres rares est trop coûteux pour concurrencer la Chine. Auparavant, les États-Unis dominaient la production de terres rares, l'entièreté de la chaîne de traitement incluse. Entre 1965 et 1995, la mine de Mountain Pass en Californie était le principal fournisseur de matériaux de terres rares au monde. En 1995, l'entreprise chinoise Zhong Ke San Huan a acquis Magnequench, l'entreprise américaine qui contrôlait tout le traitement des terres rares, et cinq ans plus tard a transféré ses installations de production d'Indiana à Tianjin, à l'est de Pékin. Après un déversement de déchets toxiques, Mountain Pass a été fermé en 2002 et est resté fermé jusqu'en 2018 en raison de la concurrence chinoise. Tandis que les États-Unis se sont retirés de la production de terres rares, la production chinoise est passée de 80 000 tonnes en 2002 à 120 000 tonnes en 2006. Cela n'inclus pas la production clandestine, qui est estimé représente 20 à 40% du total. En comparaison, les États-Unis cessèrent leur production en 2003 et la production d'autres pays n'excédait pas 1000 tonnes par an.[8]

La course pour rattraper la Chine

Les concurrents de la Chine essaient désormais de rattraper leur retard. Mais cela est difficile. La production non-chinoises d'oxydes de terres rares s'est multiplié par quatre entre 2015 et 2022 pour arriver à 90 000 tonnes. Mais pendant cette même période, la production chinoise a doublé pour passer de 105 000 tonnes à 210 000 tonnes. La Chine cherche à contrecarrer toute concurrence à son monopole. Afin de le conserver, la Chine cherche à se procurer des gisements de terres rares en dehors de ses frontières et protège sa propriété intellectuelle liée au traitement et au raffinage.[9] De plus, les réserves chinoises, estimées à 44 millions de tonnes, ne sont tout de même pas infinies. L'augmentation de la demande mondiale pour les terres rares pousse également la Chine à se procurer des gisements hors de ses frontières. En effet, depuis le début des années 2010, l'État chinois cherche à garder sa production officielle entre 100 000 et 120 000 tonnes par an et à conserver son industrie, jusqu'alors très fragmentée, en l'organisant autour de grandes entreprises dans le but de réduire l'extraction clandestine.

En conséquence, la Chine est devenue un importateur net de terres rares non raffinées en 2018. Les minerais bruts ou peu raffinés proviennent du Myanmar, de pays d'Afrique, du Vietnam et d'Australie — à travers la Malaisie pour ce qui est de ce dernier où des entreprises australiennes spécialisées dans les terres rares, telles que la Lynas Corporation, ont mis en place des opérations de raffinage. La Malaisie elle-même représentait 8% de la production mondiale de terres rares en 2024. La Malaisie semble comprendre l'importance du traitement et du raffinement par rapport à la simple extraction et a annoncé en 2023 qu'elle étudie la possibilité d'interdire les exportations de terres rares afin de développer

7 https://ig.ft.com/rare-earths/

8 https://www.monde-diplomatique.fr/2020/07/BORTOLINI/61981

9 https://asia.nikkei.com/Spotlight/Supply-Chain/China-weighs-export-ban-for-rare-earth-magnet-tech

le raffinage à l'intérieur du pays. La Chine a travaillé avec plusieurs gouvernement africains afin de se procurer des terres rares, parmi d'autres marchandises stratégiques, dans un contexte où la présence française et américaine sur le continent est en retraite.[10]

Afin de se procurer ces nouvelles importations, le géant chinois Shenghe Resources Holding a signé un contrat en 2015 pour les oxydes de terres rares avec Tantalus Rare Earths, une entreprise minière allemande qui opère au Madagascar. En 2016, Shenghe est devenu actionnaire majoritaire de l'entreprise australienne Greenland Minerals (désormais Energy Transition Minerals), et a signé un accord pour se procurer toute la production d'oxydes de terres rares de la mine Kvanefjeld du Groenland (en sachant que l'État chinois est l'actionnaire majoritaire de Shenghe). Cependant, en 2021 le Groenland a arrêté le projet, sans doute sous pression américaine.[11]

Les États-Unis ne sont pas les seuls à essayer de mettre les bâtons dans les roues de la Chine. La part de la production mondiale de terres rares que représente le Myanmar a augmenté de 0.2% à 14% de 2015 à 2023. La Chine importe environ 40% de ses terres rares de l'État Kachin, au nord du Myanmar. Mais en Octobre 2024, l'Armée indépendante kachin a pris le contrôle des opérations minières de la région, interrompant les livraisons d'intrants nécessaires à l'extraction des terres rares et cessant l'exportation des minéraux vers la Chine.[12]

Pour ce qui est de l'Australie, elle représentait 3% de la production mondiale de terres rares en 2024. Lynas possède la mine de Mount Weld et est soutenue par le gouvernement japonais depuis 2010. Cette année-là, après que la marine japonaise ait intercepté un chalutier chinois au large des îles contestées Senkaku-Diaoyu, la Chine a arrêté ses livraisons de terres rares au Japon, sans pour autant l'admettre publiquement. Cette année, la Chine a réduit ses quotas d'exportations à 30 000 tonnes par an. Depuis 2005, la Chine avait mis en place des quotas d'exportations sur les terres rares. Cet incident encouragea les concurrents de la Chine à réduire leur dépendance de la Chine. En plus de cela, comme expliqué ci-dessus, la Chine avait réservé l'extraction de terres rares aux entreprises chinoises, ce qui était en violation des régulations de l'OMC (que la Chine a rejoint en 2001). Les États-Unis, avec l'UE et le Japon, ont porté l'affaire devant l'OMC, qui a statué contre la Chine en 2014. En conséquence, les quotas d'exportation ont été levé en 2015, mais la China avait alors déjà bien établit son avantage. Les entreprises de traitement américaines et japonaises s'étaient installées en Chine pour éviter les pénuries et la hausse des prix, et avaient formé des partenariats avec les entreprises chinoises, incluant des partenariats sur la production très spécialisée d'aimants. Il en a résulté un transfert de technologie vers les entreprises chinoises.

En 2023, la Chine a mis en place des restrictions sur les livraisons de germanium et de gallium (qui ne sont pas des terres rares mais restent des ressources stratégiques), qui sont nécessaires pour les puces et les communications militaires. En décembre 2024, la Chine a annoncé qu'elle restreignait également les exportations de métaux stratégiques autres que les terres rares, tels que l'antimoine (utilisées dans les batteries des voitures électriques, les panneaux solaires, les smartphones, les armes nucléaires, les munitions perforantes, les capteurs infrarouges, les lunettes de vision nocturne et l'optique de précision) en réponse aux restrictions commerciales et taxes douanières croissantes des États-Unis sur les produits chinois tels que les semi-conducteurs. « En revanche, les États-Unis n'ont pas extrait

10 https://www.leftcom.org/en/articles/2025-01-31/russian-imperialism-after-assad-more-guns-and-bullets-are-heading-to-africa

11 https://www.reuters.com/world/americas/greenland-bans-uranium-mining-halting-rare-earths-project-2021-11-10/

12 https://www.benchmarkminerals.com/rare-earths/myanmars-rare-earth-mining-disruption-drives-up-prices-benchmark-rare-earths

d'antimoine commercialisable depuis 1997 ».[13] En Février 2025, la China a également annoncé des restrictions sur les exportations de tungstène, d'indium, de bismuth, de tellure et de molybdène (toujours pas des terres rares), utilisés à des fins militaires et pour l'énergie verte[14]. Cependant, en limitant les exportations, et donc l'offre mondiale, la Chine risque de favoriser ses concurrents sur le long terme puisque une augmentation des prix mondiaux pourraient rendre rentable l'ouverture de nouvelles mines ailleurs. Une telle augmentation des prix des matières premières, une partie du capital constant, se traduirait en une baisse du taux de profit général. D'où la chasse intensifiée à travers le monde pour ces matières premières.

Cependant, et c'est ici que la distinction entre les terres rares et les autres minéraux stratégiques est essentielle, tandis que la Chine a limité les exportations de ressources stratégiques, la Chine avait jusqu'ici au contraire augmenté sa production de terres rares. En 2020, la Chine n'a pas diminué ses quotas de production de terres rares mais les a augmenté de 10%. En 2024, les exportations chinoises de terres rares ont augmenté de 6%, ce qui s'est traduit en chute des prix[15]. Les entreprises chinoises vendaient apparemment en-dessous de leur coût de production[16].

"Mentionnons enfin l'avilissement volontaire des prix et la vente à perte auxquels on a recours pour couler un concurrent. Là, « il ne s'agit pas de gagner quoi que ce soit dans l'entreprise elle-même, il s'agit uniquement de vaincre la concurrence et, à partir de ce moment, la lutte est menée sans tenir compte des frais de production. Ce ne sont pas ces derniers qui servent à fixer la limite extrême des prix, mais la puissance des capitaux et la capacité de crédit du cartel, c'est- à-dire le temps que ses affiliés sont en état de soutenir une lutte dont ils ne tirent, en attendant aucun profit ». Sur le marché intérieur, on fait appel à cette méthode pour éliminer définitivement un concurrent : sur le marché extérieur, elle ne fait qu'aggraver le « dumping »[17]."

En augmentant ainsi l'offre, la Chine a baissé les prix avec le but de prévenir les nouveaux projets d'extraction des États-Unis. Mais il semble que la nouvelle volée de taxes douanières annoncées par Trump début Avril 2025 ait incité la Chine à changer de tactique dans la guerre commerciale en ripostant par la restriction d'exportations de terres rares[18]. Afin de réduire sa dépendance de la Chine, les États-Unis ont réouvert la mine de Mountain Pass en 2018, qui est actuellement la seule installation d'extraction et de traitement de terres rares du pays. Les États-Unis doivent encore exporter leurs minerai vers la Chine pour le raffinement et le traitement, après quoi il est réexporté sous forme d'aimants vers les États-Unis et d'autres pays, bien que les États-Unis aient commencé à limiter leurs exports de terres rares vers la Chine en 2024 dans le contexte de la guerre commerciale. Les propriétaires de la mine ont remis en service une usine de séparation en 2023, afin de donner aux États-Unis la capacité de traiter les terres rares sur son territoire. Les États-Unis représentent 11% de production de terres rares mondiale. Les États-Unis cherchent à étendre leurs réserves de terres rares, comme indiqué par leur désir d'acquérir le Groenland — Trump avait déjà explicitement cité l'inquiétude suscitée par les terres rares comme raison de vouloir acheter le Groenland en 2019 (les États-Unis avaient auparavant proposés d'acheter le Groenland en 1867, 1910 et 1946) — et par leur tentative de forcer l'Ukraine à céder ses droits miniers, notamment en ce qui concerne les terres rares,

13 https://www.ft.com/content/390aff6a-1291-48b5-bd68-6de3519558b8

14 https://www.reuters.com/markets/asia/shares-china-tungsten-producers-rally-beijings-latest-export-curbs-2025-02-05/

15 https://www.reuters.com/markets/commodities/chinas-rare-earth-exports-2024-climb-home-demand-disappoints-2025-01-13/

16 https://source.benchmarkminerals.com/article/unsustainable-prices-hit-rare-earths-projects-worldwide

17 https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1915/00/Economie%20Mondiale%20et%20Imperialisme.pdf

18 https://www.reuters.com/world/china-hits-back-us-tariffs-with-rare-earth-export-controls-2025-04-04/

malgré le fait que l'Ukraine n'est pas de mines de terres rares opérationnelles[19]. En effet, tandis que l'Ukraine a des réserves importantes ou des gisements de lithium, de graphite, de manganèse, de titane, de gallium et de nickel, la moitié de ses gisements de terres rares sont actuellement sous contrôle Russe et il existe des doutes tant qu'à la viabilité de l'extraction et du traitement du reste[20]. De toute manière, le 'deal' propose par Trump concerne plus que les terres rares. L'UE s'intéresse également aux ressources ukrainiennes et à vrai dire l'indignation actuelle des chefs d'État européens face à Trump n'est qu'indignation à la possibilité qu'ils ne se retrouvent pas avec une partie du butin.

Au sein de l'UE, un énorme gisement de terres rares fut découvert en Suède en 2023[21]. Le site contient également la plus grande mine souterraine de minerai de fer du monde. Mais ce gisement ne suffirait pas à extraire l'UE de sa dépendance envers la Chine pour le traitement de terres rares. L'UE n'a actuellement qu'une installation de séparation de terres rares pour la production d'aimants, en Estonie, qui est opéré par l'entreprise canadienne Neo Performance Materials. Le groupe belge Solvay prévoit d'étendre les activités de son site de La Rochelle pour faire de même. Similaire à l'histoire américaine ci-dessus, la raffinerie à La Rochelle (alors propriété de Rhône-Poulenc) était responsable de 50% de la purification de terres rares dans les années 1980. Ses activités concernant les terres rares furent délocalisées en Chine, la pollution étant cité comme justification. Selon la Commission Européenne, en 2021, 98% des terres rares utilisées par l'UE étaient importés de Chine. 100% l'approvisionnement de l'UE en terres rares lourdes vient de Chine. L'UE a récemment dévoilé prévoir réduire sa dépendance de la Chine mais il reste à voir si elle parviendra à faire baisser ce chiffre[22]. Pour l'instant, les efforts de l'UE en faveur des énergies vertes dépendent de la Chine.

Les terres rares et l'environnement

En 2023, l'UE représentait 58% de la production d'éoliennes et 23% de la production de véhicules électriques. Mais bien que l'UE soit en tête de la production mondiale d'éolienne, cela dépend des terres rares venues de Chine tels que le praséodyme, le néodyme et le dysprosium. L'UE pousse au recyclage de terres rares mais cela est difficile du fait qu'elles sont souvent collées à d'autres composants au sein de produits complexes comme les smartphones. Le recyclage de terres rares ne satisfaisait que 1% de la demande de l'UE en terres rares en 2023. En contraste, 55% de la demande de cuivre de l'UE est satisfaite par le recyclage. Cela signifie que les efforts de l'UE vers l'énergie renouvelable dépendent de l'extraction et du raffinage de terres rares en Chine, aux dépends à la fois de l'environnement et de la santé des ouvriers.

L'extraction de terres rares en Mongolie intérieure, où la majeure partie de l'extraction de terres rares a lieu en Chine, a donné lieu à des lacs d'effluents toxiques, à des cas d'empoisonnement à l'acide sulfuriques et à des 'villages du cancer'. La contamination des eaux et du sol a entraîné stérilité et malformations. Il y a eu des manifestations locales contre la pollution, par exemple à Guangxi (autre région de Chine où l'on extrait de grandes quantités de terres rares), mais ceux-ci ont eu une portée limitée. Comme nous l'affirmions en 2020 :

"Beaucoup des solutions prônées par le lobby Vert sont eux-mêmes polluants et destructeurs pour l'environnement. L'extraction en grande quantités de terres rares, de cobalt et de lithium, nécessaires à l'énergie verte, cause une pollution effroyable. La Chine, d'où 70% des terres rares sont extraits, a empoisonné de vastes étendues de terre. L'extraction de lithium, pour les batteries de voitures, dans le désert d'Atacama au Chili a déjà détruit des

19 https://www.ft.com/content/65ee2baf-58ab-42e7-997b-7114c8920a91

20 https://spectrum.ieee.org/ukraine-rare-earth-minerals

21 https://www.france24.com/en/europe/20230113-europe-s-largest-store-of-rare-earth-metals-discovered-in-sweden

22 https://www.france24.com/en/live-news/20250325-eu-unveils-critical-material-projects-to-cut-china-dependence

lacs d'eau salée et pillé l'aquifère d'eau douce. Le fait que le capitalisme requière une croissance continue et que chaque État-nation est en concurrence pour gagner un avantage sur leurs rivaux signifie que l'environnement demeure une 'externalité'. Ce que les capitalistes ne peuvent jamais admettre est que la cause de l'ensemble des problèmes environnementaux est le capitalisme mondial lui-même. Ainsi, toutes les solutions qui laissent le capitalisme debout sont futiles.[23]"

La course aux énergies renouvelables n'est qu'une raison supplémentaire pour la ruée sur ces métaux précieux. Alors que la concurrence impérialiste passe de la concurrence économique à la préparation militaire, la quête pour le contrôle des terres rares est un élément clef de ce jeu dangereux. De la Chine au Groenland, en passant par l'Afrique, les géomètres cherchent des réserves rentables. Pendant ce temps, pour les travailleurs du monde il n'y a pas de profits mais seulement l'évidence de plus en plus clair qu'à moins de s'engager collectivement dans la lutte pour une nouvelle communauté mondiale qui prend en compte le monde naturel, le capitalisme s'assurera qu'on n'ait pas d'avenir.

Erwan

04/04/2025

23 https://www.leftcom.org/en/articles/2020-02-24/can-capitalist-reform-save-the-environment

"Un prologue majestueux" - La révolution russe de 1905 (première partie)

L'article ci-dessous est paru initialement en 2005 dans Revolutionary Perspectives 34 (série 3).

Le dimanche sanglant : « Une leçon importante de guerre civile[1] »

Cela fait exactement 100 ans que la révolution de 1905 en Russie a ouvert l'ère moderne de l'histoire de la classe ouvrière. Elle est intervenue à la fin d'une longue période de paix sociale relative en Europe, qui a suivi la répression sanglante de la Commune de Paris en mai 1871. Bien que les contemporains ne s'en soient pas rendu compte à l'époque, elle a ouvert une période de résistance de la classe ouvrière qui a culminé avec la victoire de la révolution d'octobre en 1917. Comme nous l'avons expliqué à maintes reprises, la révolution russe d'octobre 1917 a donné à la classe ouvrière, pour la seule fois de son histoire, la possibilité réelle de renverser l'ordre capitaliste mondial. Nous avons raconté ailleurs comment elle a été isolée sur un territoire immense mais économiquement dévasté, aboutissant ainsi à une tyrannie stalinienne[2]. Il est de notre devoir de combattre tous les mensonges qui ont suivi cette défaite dans les années 1920 afin de maintenir vivante la notion que la classe ouvrière, quelle que soit sa position à un moment donné, est la seule classe qui a le potentiel permanent de changer réellement la société. Ce message est encore plus important aujourd'hui, alors que nous venons de traverser une longue période de recul de la classe ouvrière. Une fois de plus, une classe dirigeante de plus en plus confiante, voire arrogante, inflige plus de barbarie et plus de misère à un prolétariat qu'elle croit contrôler totalement. La révolution de 1905 est un

1Œuvres de Lénine, vol. 8, p. 97.

2 Voir notre brochure, *1917*, et les articles publiés à l'origine dans Workers' Voice sur le développement de la contre-révolution en Russie. Voir aussi *1921 : Beginning of the Counter-Revolution ?* et notre nouveau livre *Russia : Revolution and Counter-Revolution, 1905-1924 - A View from the Communist Left*

épisode important, même pour nous aujourd'hui, car elle aussi est partie d'un point de départ peu prometteur, voire réactionnaire. Nous consacrons donc deux articles à réexaminer la signification de ce mouvement que Trotsky a qualifié dans son ouvrage 1905 de « majestueux prologue »[3] à la révolution de 1917. Les soviets proprement dits seront analysés dans le deuxième article. Ce sur quoi nous voudrions nous concentrer ici, c'est sur l'origine des grèves et du mouvement qui a abouti à l'émergence historique des soviets en octobre 1905.

La révolution commence sur un terrain peu prometteur

La plupart des gens savent que l'événement qui a déclenché la révolution de 1905 a eu lieu le 22 janvier 1905 et qu'il est connu sous le nom de « Bloody Sunday » (dimanche sanglant). Ce que beaucoup de gens (y compris apparemment des écrivains comme Tony Cliff)[4] ne réalisent pas, c'est qu'il n'y a pas eu une seule manifestation ce jour-là, mais plusieurs cortèges impliquant des milliers de travailleurs, hommes et femmes avec leurs enfants, qui ont convergé vers le Palais d'hiver du Tsar au centre de Saint-Pétersbourg depuis le nord et le sud de la ville. Le correspondant du London Times, peu favorable à la cause des travailleurs, décrit ce qui s'est passé.

« Il n'y a jamais eu de journée plus parfaite et plus belle. L'air était vif et le ciel presque sans nuages. Les dômes dorés des cathédrales et des églises, brillamment illuminés par le soleil, formaient un superbe panorama. J'ai remarqué un changement significatif dans l'attitude des passants. Ils se dirigeaient tous, seuls ou en petits groupes, vers le Palais d'Hiver. Me joignant au flot des ouvriers, je me dirigeai vers le Palais d'Hiver. Aucun observateur n'a pu s'empêcher d'être frappé par l'air de détermination maussade qui se lisait sur tous les visages. Une foule de plusieurs milliers de personnes s'était déjà rassemblée, mais elle était empêchée d'entrer sur la place par des troupes montées en travers de la rue. Les masses commencent alors à s'avancer de façon menaçante. La cavalerie avance au pas, dispersant les gens à droite et à gauche.

Les événements se succèdent avec une rapidité déconcertante, au point que l'opinion publique est stupéfaite et choquée au plus haut point. Les premiers troubles ont commencé à 11 heures, lorsque les militaires ont tenté de repousser quelques milliers de grévistes sur l'un des ponts. La même chose se produit presque simultanément sur d'autres ponts, où le flux constant d'ouvriers qui se pressent refuse de se voir refuser l'accès au rendez-vous commun de la place du Palais. Les cosaques utilisent d'abord leurs knouts, puis le plat de leurs sabres, et enfin ils tirent. Les grévistes des premiers rangs tombent à genoux et implorent les Cosaques de les laisser passer, protestant qu'ils n'ont aucune intention hostile. Ils refusent cependant de se laisser intimider par des cartouches à blanc et l'ordre est donné de tirer à balles. Les passions de la foule se déchaînent comme un barrage qui éclate. Le peuple, voyant les morts et les mourants emportés dans toutes les directions, la neige dans les rues et les trottoirs trempés de sang, cria à haute voix vengeance. Pendant ce temps, la situation au Palais s'aggrave momentanément. On rapporte que les troupes sont incapables de contrôler les vastes masses qui s'avancent sans cesse. Des renforts sont envoyés et, à 14 heures, l'ordre est donné de tirer. Hommes, femmes et enfants tombent à chaque volée et sont emportés dans des ambulances, des traîneaux et des charrettes. L'indignation et la fureur de toutes les classes sociales ont été suscitées. Les étudiants, les marchands, toutes les classes de la population se sont enflammés. Au moment où j'écris ces lignes, des tirs ont lieu dans tous les quartiers de la ville.

Le père Gapon, qui marchait à la tête d'un grand groupe d'ouvriers, portant une croix et d'autres emblèmes religieux, a été blessé au bras et à l'épaule. Les deux groupes d'ouvriers sont maintenant séparés. Ceux qui se trouvent de l'autre côté de la rivière s'arment d'épées,

3 Trotsky dans sa préface à la première édition de 1905 (Pelican, 1973). Le recul a permis à Trotsky de lui donner ce titre en 1922.

4 Dans le volume I de sa biographie en quatre volumes de Lénine (Pluto Press, 1975).

de couteaux et d'outils de forgerons et de charpentiers, et sont occupés à ériger des barricades. Les troupes sont apparemment imprudentes, tirant à droite et à gauche, avec ou sans raison. Les émeutiers continuent à leur lancer des appels : "Vous êtes des Russes ! Pourquoi jouer le rôle de bouchers assoiffés de sang ?" Une inquiétude terrible règne dans tous les foyers où l'un des membres est absent. Les maris, les pères, les femmes et les enfants, distraits, sont à la recherche des disparus. Les chirurgiens et les ambulances de la Croix-Rouge s'activent. Une nuit de terreur s'annonce. »
Extrait de Readings in Modern European History, James Harvey Robinson et Charles Beard, éd. vol. 2, Boston : Ginn and Company, 1908, p. 373-375.

Le père Gapon, leader de cette manifestation, était à la solde de la police secrète, mais il avait été poussé plus loin que ses maîtres ne l'avaient prévu dans la rédaction de la pétition. Il est blessé alors qu'il conduit un groupe d'ouvriers vers la porte de Narva, aux abords sud de la ville et à des kilomètres du palais d'Hiver. Le tsar Nicolas II s'était retiré dans son palais de Tsarskoïe Selo, à l'extérieur de la ville, mais avait donné l'ordre qu'aucun ouvrier ne se rende au palais d'hiver. Le massacre que de nombreux bolcheviks (et même d'autres socialistes) avaient prédit a donc été préparé à l'avance. Une foule pacifique qui chantait « Dieu sauve le Tsar » et portait des photos de leur « Petit Père » avait été persuadée par Gapon de soutenir une pétition adressée au Tsar. Le texte intégral de cette pétition peut être lu dans l'encadré de cette page et des pages suivantes[5].

Les lecteurs peuvent juger par eux-mêmes de la signification de ce texte. Nous l'avons reproduit intégralement pour souligner qu'il n'était pas une émanation directe des luttes ouvrières mais un produit des intellectuels libéraux de gauche autour du père Georgy Gapon. La pétition portait bien son nom. Elle suppliait littéralement Nicolas II de créer les conditions d'une vie meilleure, mais ce n'était pas un document ouvrier, même si Trotsky pensait qu'elle

« a non seulement remplacé la phraséologie floue des résolutions libérales par les slogans incisifs de la démocratie politique, mais elle a également donné à ces slogans un contenu de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. » 1905, p 90

La pétition était à peine révolutionnaire pour tout État sauf une autocratie. Au début de son règne, Nicolas II avait dit aux libéraux que leur demande d'un gouvernement représentatif était « un rêve insensé ». Aujourd'hui, ils veulent lier les revendications des travailleurs pour une vie meilleure à leur propre programme démocratique. L'objectif principal de la pétition était de tirer parti de la vague de mécontentement alors exprimée par la grève des ouvriers de la grande usine Putilov de Saint-Pétersbourg dans la campagne pour une constitution menée par les libéraux (qui étaient sur le point de fonder leur propre parti politique, les Démocrates constitutionnels, ou Cadets en abrégé). Cependant, il s'agissait également d'un programme dans lequel chaque classe de la société russe pouvait trouver ses propres revendications. Comme l'a également fait remarquer Trotsky,

«sa signification historique ne réside cependant pas dans le texte mais dans le fait. La pétition n'était que le prologue d'une action qui a uni les masses laborieuses. »

En bref, bien qu'il s'agisse d'une tentative habile de l'intelligentsia bourgeoise d'amener les ouvriers et les paysans à se battre et à mourir pour leur programme, elle était vouée à l'échec car elle ne disposait d'aucune base sociale ou politique réelle pour ce programme. La demande d'élections et de liberté constitutionnelle était, dans l'esprit des libéraux (dont la plupart seraient considérés comme des conservateurs dans n'importe quelle société d'Europe occidentale, même à cette époque), la vraie question. Cependant, les demandes de suppression des paiements de rachat (que les paysans devaient payer pendant 57 ans en guise de compensation à

5 Voir l'annexe p.23

leurs anciens propriétaires pour leur « émancipation » du servage en 1861), de redistribution des terres et de suppression des impôts indirects visaient toutes à obtenir le soutien des paysans. En fait, malgré l'enthousiasme de Trotsky, les revendications de la classe ouvrière sont représentées de manière plus ambiguë. Gapon et ses amis, sous la pression croissante des quelques sociaux-démocrates qui parviennent à se faire entendre, ne peuvent s'empêcher de mettre en avant certaines revendications ouvrières comme la journée de huit heures et le droit de grève, mais celles-ci s'accordent mal avec les demandes de représentation de la classe capitaliste, tandis que l'évocation de contrats navals réservés aux entreprises russes sent le nationalisme militaire qui règne alors dans la bourgeoisie de toute l'Europe.

La condition de la classe ouvrière en Russie en 1900

Le document ne révèle pas grand-chose sur la situation de la classe ouvrière en Russie.
Trotsky, dans son ouvrage mémorable de 1905, annonçait que

«Notre révolution a détruit le mythe de l' "unicité de la Russie" ».

Il entendait par là que, pour la première fois, la lutte des classes en Russie commençait à prendre l'allure de la lutte des classes dans le reste de l'Europe. Or, ce n'était pas le cas avant 1904-1905. C'est l'origine du « mythe » dont Trotsky a parlé. En 1899, Lénine avait démontré, dans Le développement du capitalisme en Russie, que la Russie était désormais un pays capitaliste, montrant qu'une classe de travailleurs sans terre formait un prolétariat important à la ville comme à la campagne, mais la majorité des sociaux-démocrates (Lénine y compris) continuait à penser que la révolution russe serait une révolution démocratique bourgeoise plutôt qu'une révolution prolétarienne. Cependant, la faiblesse de la bourgeoisie russe et les conditions effroyables d'exploitation des travailleurs russes dans l'État tsariste allaient bientôt confondre ces attentes.

Trotsky se préparait à réviser cette opinion lorsqu'il a clairement démontré que l'État autocratique russe avait toujours été contraint, en raison de pressions et de besoins militaires extérieurs, de prendre constamment la tête du développement des moyens de production. Ainsi, dès le milieu du XIXe siècle

« Au moment où notre société bourgeoise en développement a commencé à ressentir le besoin des institutions politiques de l'Occident, l'autocratie, aidée par la technologie et le capital européens, s'était déjà transformée en plus grand entrepreneur capitaliste, en plus grand banquier, en propriétaire monopolistique des chemins de fer et des magasins de vente au détail d'alcool. Elle était soutenue en cela par l'appareil bureaucratique centralisé, qui n'était nullement adapté à la régulation des nouveaux rapports, mais qui était parfaitement capable d'appliquer une répression systématique avec une énergie considérable.[6]»

Une fiscalité indirecte massive extorquait la plus-value aux paysans et aux artisans et l'essentiel des dépenses de l'État (plus de 80 % au XVIIIe siècle et jamais moins de 50 %, même à la fin du XIXe siècle) était consacré à l'armée, non pas tant pour mener des guerres à l'étranger que pour surveiller le territoire intérieur de l'immense Empire russe. L'incapacité à combattre des ennemis étrangers plus avancés sur le plan technologique a été pleinement révélée lors de la guerre de Crimée, lorsque la Russie, bien que combattant sur son propre sol, bien que faisant face à un ennemi incompétent (c'est la période de la Charge de la Brigade Légère dans l'histoire militaire britannique !) et malgré l'énorme abnégation de son armée de serfs, a quand même perdu. Alexandre II est monté sur le trône au milieu de cette guerre et, sans être un réformateur forcené, a conclu qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'abolir le servage par le haut « avant qu'il ne commence à s'abolir lui-même par le bas ».

6 1905, p.27

L'abolition du servage en 1861 a véritablement lancé le processus de développement capitaliste, car de nombreux paysans sont devenus des travailleurs sans terre et donc des prolétaires. Au cours des deux générations suivantes, nombre d'entre eux ont rejoint les villes, alors que la Russie connaissait une révolution industrielle tardive soutenue par l'État et des capitaux étrangers (presque exclusivement français).

Cela a eu d'énormes conséquences sur la nature du développement de la société russe. Non seulement elle a étouffé la formation d'une bourgeoisie entrepreneuriale autochtone, mais elle a garanti que le développement capitaliste se ferait tardivement et sous les auspices de l'État. Cela a également eu des conséquences sur la nature du prolétariat de l'Empire russe. Contrairement à ce qu'affirment certains historiens, le prolétariat constituait une part importante de la société russe en 1905. Alors que la plupart des historiens affirment que seuls des millions de personnes étaient des prolétaires, selon le recensement de 1897, plus de 9 millions de personnes étaient en fait employées dans les mines, les usines et les transports. Avec les personnes à leur charge, ce chiffre s'élève à plus de 20 millions, ce qui représente 27,8 % de la population russe. Bien entendu, ils n'étaient pas considérés par l'administration comme des « prolétaires » ou même des « ouvriers », mais comme des « paysans », puisque le tsarisme ne reconnaissait pas cette nouvelle catégorie, même dans son recensement de 1910 (où les deux tiers de la population de Saint-Pétersbourg étaient considérés comme des « paysans »). La classe dirigeante (y compris l'homme le plus responsable de cette industrialisation, Sergei Witte) a pris le parti de croire que la Russie pourrait s'industrialiser sans pour autant créer un prolétariat à l'image de cette classe gênante à l'Ouest.

Ils n'étaient pas dépourvus d'espoirs dans ce sens. Après tout, en 1905, 40 % des travailleurs russes étaient nés paysans. Comme ces travailleurs étaient beaucoup plus liés à la terre que leurs homologues occidentaux, beaucoup envoyaient de l'argent à la maison pour payer les impôts extraordinairement élevés sur les terres communales des paysans et pour payer les droits de rachat que les paysans continuaient à payer plus d'un demi-siècle après leur « émancipation » en 1861. Beaucoup revenaient pendant l'été pour aider à la récolte et la plupart étaient analphabètes. La principale expérience éducative qu'ils avaient acquise était encore celle de l'Église orthodoxe, qui prêchait la loyauté envers le tsar en tant que représentant de Dieu sur terre.

Cependant, ce n'est qu'un aspect de la situation. Tout d'abord, la majorité de la classe ouvrière était, en 1900, de la deuxième ou de la troisième génération, et moins dominée par un passé paysan. En outre, les horreurs de l'industrialisation qui avaient frappé les prolétaires d'Europe occidentale au XIXe siècle étaient encore infligées aux travailleurs russes au début du XXe siècle. Dans la plupart des cas, la situation était pire que celle décrite par Engels dans *La condition de la classe ouvrière en Angleterre*, écrit en 1843-4. Les hommes célibataires vivaient dans des foyers souvent dépourvus d'installations sanitaires et de chauffage, et où même le droit à un lit de repos n'était accordé que pour la durée de la période non travaillée. Les familles n'avaient souvent pas de logement mais dormaient souvent sur les machines de l'usine dans laquelle elles travaillaient. Cela explique probablement le faible niveau de travail des enfants dans les usines par rapport à la période antérieure en Europe occidentale. Les enfants de moins de dix ans restaient généralement au village avec les grands-parents. Le prolétariat de Saint-Pétersbourg et de Moscou était donc composé d'une majorité de travailleurs âgés de 20 à 40 ans, des deux sexes. Il s'agit également d'un prolétariat très concentré, qui ne se limite pas à quelques zones géographiques liées à l'exploitation minière, au textile et à l'ingénierie, comme Kharkov et le Donbass en Ukraine, mais également aux deux villes principales et à leurs environs. Dans les villes, les usines étaient modernes en termes de capital constant employé et d'organisation

fordiste de pointe, avec d'énormes concentrations de travailleurs. Si les usines étaient modernes, les conditions de travail ne l'étaient certainement pas. La journée de onze heures, six jours par semaine, était la norme et les salaires pouvaient souvent être réduits (des amendes importantes étaient prévues pour le moindre délit). Dans un État policier, la moindre tentative d'organisation ou de protestation était souvent réprimée à coups de fusil et de bannissement.

L'État a sciemment tenté de maintenir les travailleurs russes dans le même état de soumission que les paysans. Dans les communautés villageoises (les mir), après 1861, le comité des anciens (starosti) était chargé de maintenir l'ordre public, de rediviser les terres et, d'une manière générale, de remplacer le rôle du propriétaire. Pour l'État, il s'agissait d'un élément important, car il disposait d'une personne qu'il pouvait tenir pour responsable et blâmer en cas de problème ou de désordre. À partir de mai 1901, les ministres du tsar ont décidé d'appliquer la même chose aux travailleurs. Ils s'étaient inquiétés du fait que les délégués élus par les travailleurs lors des grèves de plus en plus fréquentes (souvent à la demande des employeurs) étaient ensuite presque toujours renvoyés par les mêmes patrons. Cela allait à l'encontre d'une société prétendument paternaliste et ils décidèrent donc de voter une loi en 1903 pour imposer les starosti aux travailleurs et aux employeurs. Les employeurs refusaient souvent de les reconnaître et les travailleurs les considéraient avec méfiance. Un tract social-démocrate résume cette attitude

« Camarades ! Nous n'avons pas besoin de starosti ni de laquais de nos maîtres ; ce dont nous avons besoin, ce sont des organisations et des sociétés de travailleurs. Nous avons besoin de la liberté d'association, de la liberté de réunion, de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.»[7]

Les *starosti* se sont également révélés inutiles pour empêcher une vague de grèves massives qui a éclaté dans le sud de la Russie en 1902-1903, impliquant 225 000 travailleurs. La vague croissante de grèves ouvrières et de révoltes paysannes à cette époque a incité Plehve, le ministre de l'intérieur, à demander dix ans pour utiliser une brutalité extrême afin d'écraser le mouvement ouvrier en plein essor. Dans le même temps, il conseille au tsar de mener une « courte guerre victorieuse » pour raviver le sentiment patriotique et réunifier le pays. Cependant, la guerre nécessite une préparation, notamment au sein de la population qui est censée la mener. La recherche d'un port d'eau chaude en Extrême-Orient a conduit à une rivalité avec le Japon. La classe dirigeante russe était convaincue que le Japon était encore plus arriéré que la Russie (un « échec du renseignement » qui aurait fait honneur à l'actuelle CIA) et a traité de manière provocante toutes les ambassadeurs envoyés par le gouvernement japonais pour négocier[8]. Les Japonais ont donc lancé une attaque de type Pearl Harbor sur Port Arthur, en Chine, où était basée la flotte russe du Pacifique. Celle-ci détruite, les troupes japonaises peuvent se déverser en Corée pour assiéger Port Arthur et affronter l'armée russe en Mandchourie. Une guerre qui a débuté sans enthousiasme populaire tourne au cauchemar pour la classe dirigeante russe. Deux de ses défenseurs les plus brutaux, Plehve et l'oncle du tsar, le grand-duc Sergueï, sont assassinés par des révolutionnaires socialistes, mais les privations et l'inflation croissantes engendrées par la guerre entraînent une résurgence des grèves et

7 Cité dans Oskar Anweiler, The Soviets (New York, 1974), p. 26.

8 Les Japonais avaient subi leur propre choc de Crimée en 1853, lorsque le commodore Perry fit entrer sans opposition une flotte américaine dans la baie d'Edo. Ce choc a rapidement entraîné la chute du shogunat Tokogawa et l'envoi de missions japonaises en Europe, notamment en Grande-Bretagne, où plusieurs navires ont été construits pour la marine japonaise, qui était, en 1904, l'une des plus modernes au monde. La classe dirigeante russe semble non seulement ignorer cette réalité, mais considère les Japonais comme des êtres racialement inférieurs. Nicolas II était connu pour les qualifier de « petits singes bruns » (ce qui laisse supposer qu'il n'avait jamais rencontré de citoyen japonais !)

des troubles paysans auxquels la guerre était censée mettre fin.

La « Zubatovschina »

C'est dans ce contexte que s'inscrit la grève des grandes usines Putilov à Saint-Pétersbourg en décembre 1904. Cependant, l'État tsariste n'est pas encore trop inquiet, car il a encore d'autres plans pour contrôler les luttes ouvrières. En 1901, la montée d'une nouvelle vague de lutte qui voit les ouvriers se tourner pour la première fois vers les sociaux-démocrates, et l'échec des starosti, conduisent le chef de la police de Moscou, Sergueï Zoubatov, à expérimenter une autre technique pour tenter de maintenir les revendications ouvrières à un niveau économique. Il avait créé à Moscou la Société d'entraide pour les travailleurs des industries mécaniques, dont le succès fut tel qu'elle fut étendue à d'autres villes telles que Kiev, Odessa, Kharkov et Minsk. Au début, les tentatives des sociaux-démocrates de s'y impliquer ont été repoussées, car les travailleurs encore conservateurs ne voulaient pas politiser leur lutte pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Les agents de police présents au milieu des travailleurs étaient si déterminés à maintenir la loyauté envers le tsar qu'ils ont même promis aux travailleurs que les usines pourraient être nationalisées si les employeurs ne coopéraient pas avec les sociétés.

Comme l'a dit un historien bolchevique

«Les agents de Zubatov sont allés jusqu'à promettre que le gouvernement allait bientôt retirer les usines aux employeurs et les remettre aux ouvriers. Le gouvernement, disaient-ils, était prêt à tout pour les travailleurs, à condition qu'ils cessent d'écouter la "petite intelligentsia". Lors de certaines grèves, la police a même soutenu les grévistes, leur a versé de l'argent de secours, etc.[9] »

Les bolcheviks avaient bien compris que l'objectif des syndicats Zubatov était d'empêcher l'extension du mouvement de classe et s'y opposaient.
Toutefois, à mesure que les vagues de grèves et la crise progressaient vers 1905, ces syndicats ont soudain acquis une autre importance, car ils constituaient l'un des rares moyens légaux permettant aux révolutionnaires de discuter avec la classe ouvrière sans être arrêtés. Lénine s'inquiétait déjà du fait que les bolcheviks (et en fait tous les sociaux-démocrates) avaient peu d'impact sur la classe ouvrière en général et il s'est rendu compte que les syndicats de Zubatov risquaient de ne pas remplir l'objectif qu'ils s'étaient fixé pour le régime. Il a compris qu'au fur et à mesure que les travailleurs se radicaliseraient, ils seraient contraints de mener une action politique plus poussée. Il exhorta donc les bolcheviks à rejoindre les syndicats de Zubatov et, si possible, à en prendre la tête. Les dirigeants bolcheviks locaux s'y sont d'abord opposés pour la bonne raison que leur objectif était bien connu. Leurs premières tentatives pour les influencer n'ont pas non plus été bien accueillies et, avant 1905, ils n'avaient guère progressé. Cette expérience est riche d'enseignements pour les révolutionnaires d'aujourd'hui. Nous devons comprendre que les organisations qui contiennent des travailleurs mais qui semblent avoir des débuts peu prometteurs peuvent en fait être capables de se développer sous la force de la lutte des classes. Dans certaines circonstances de développement de la lutte des classes, l'apparent et le réel ne sont pas toujours la même chose. Ce que nous devons voir, c'est ce qui se passe réellement dans la lutte de classe sous-jacente et essayer de rester en contact avec elle.

La grève menée par les syndicats de Zubatov à Odessa en juillet 1902 a clairement montré que le zubatovisme allait se retourner contre eux. Elle a reçu un soutien solide de la part de la quasi-totalité de la ville, ce qui a conduit presque automatiquement à des revendications politiques pour mettre fin à la répression policière, etc. La grève s'est ensuite étendue à toute la Russie méridionale en 1903 et Zubatov

9 M.N. Pokrovsky, cité dans T. Cliff, Lénine, Vol. 1, p.150.

a été limogé et envoyé en exil. Cependant, certaines graines pour l'avenir immédiat avaient déjà été plantées. Les plans de Zubatov prévoyaient l'élection de comités de travailleurs à l'échelle de l'usine à Moscou :

« ... les présidents étaient choisis par des assemblées d'ouvriers dans de nombreuses sections de la ville, qui se réunissaient régulièrement et formaient un "conseil (soviet) des ouvriers des industries mécaniques". Ce conseil était le niveau le plus élevé auquel les travailleurs pouvaient s'adresser pour faire part de leurs problèmes et de leurs doléances ; il veillait au respect des dispositions légales dans les usines et, le cas échéant, négociait avec les inspecteurs d'usine. Après la liquidation de la société de Zubatov à la fin de l'année 1903, l'activité du soviet s'est également arrêtée ; certains de ses membres ont participé activement à la création de syndicats en 1905[10]. »

Il est évident que ces conseils ou soviets n'étaient guère révolutionnaires et qu'ils ont disparu à la fin de l'année 1903, mais en l'absence d'une tradition syndicale, ils ont constitué l'une des rares formes de lutte vers lesquelles les travailleurs russes ont pu se tourner lorsque la nécessité pratique de coordonner toute une série de grèves dans un large éventail d'industries et de lieux est devenue une nécessité brûlante au cours de l'été 1905. Si la classe ouvrière russe avait eu une forte tradition syndicale, il est peu probable qu'elle soit tombée sur une forme entièrement nouvelle d'organisation de la représentation pour une société de masse. En l'occurrence, les soviets, les organes qui ont vu le jour, ont réuni de manière pratique les revendications économiques et politiques des travailleurs. Mais le processus de leur émergence devait encore durer plusieurs mois.

Les conséquences du Bloody Sunday

A la fin de l'année 1904, Zubatov a peut-être disparu, mais ses agents ont poursuivi son travail. À Saint-Pétersbourg, le syndicat de la police est appelé « Assemblée des ouvriers des usines et ateliers russes » et est dirigé par Gapon. Il est parvenu à exploiter la conscience de classe très hétérogène de la jeune classe ouvrière afin d'exclure les socialistes du mouvement et de convaincre les travailleurs que le tsar était réellement de leur côté contre les capitalistes. Le nombre de grèves à Saint-Pétersbourg a augmenté à la fin de l'année 1904 et, lorsque quatre membres du syndicat de Gapon ont été licenciés, 12 000 travailleurs ont déposé leurs outils le 3 janvier 1905. Le 7 janvier, 140 000 travailleurs de Saint-Pétersbourg sont en grève. Afin de contenir la colère des travailleurs, Gapon propose de se rendre en procession au Palais d'Hiver (en portant la pétition mentionnée ci-dessus). Une fois leur pétition pacifique déchiquetée par les sabres des cosaques, Gapon peut annoncer que le tsar est « un traître » mais que le prolétariat l'a déjà devancé[11]. Une vague de grèves sans précédent dans l'histoire de la Russie déferle sur le pays, touchant 122 villes et localités, plusieurs mines du bassin du Donets et une dizaine de chemins de fer russes. Plus d'un million de travailleurs sont en grève à tout moment. Rosa Luxemburg (qui se trouvait en Russie à l'époque) et Trotsky ont tous deux noté que la vague de grèves se développait à la fois sur le plan économique et politique, l'un supplantant parfois l'autre.

Luxemburg exagère l'influence de la social-démocratie dans les luttes ouvrières avant 1905 pour renforcer son argument selon lequel l'action allait au-delà des idées social-démocrates d'une grève générale organisée (un débat qu'elle menait au sein du parti social-démocrate allemand), mais elle a fondamentalement raison lorsqu'elle dit que les grèves générales de janvier et février 1905 :

10 Anweiler, op. cit. p.27

11Gapon est blessé, mais secouru par ses partisans, puis envoyé clandestinement en exil où il rencontre Lénine. Il rejoint les Socialistes Révolutionnaires et retourne en Russie, mais entre à nouveau en contact avec la police secrète. Lorsque ses camarades des SR l'ont découvert, ils l'ont pendu dans une forêt à l'extérieur de Pétersbourg en 1907.

« se transforma bientôt en une série ininterrompue de grèves locales, partielles, économiques, dans des districts, des villes, des départements et des usines séparés. Pendant tout le printemps 1905 et jusqu'au milieu de l'été, une grève économique ininterrompue de la quasi-totalité du prolétariat contre le capital a fermenté dans tout l'immense empire - une lutte qui a touché, d'une part, tous les petits bourgeois et les professions libérales, les employés de commerce, les techniciens, les acteurs et les membres des professions artistiques - et qui a pénétré, d'autre part, jusqu'aux domestiques, aux petits policiers, aux ouvriers, aux ouvriers de l'industrie, etc, techniciens, acteurs et membres des professions artistiques - et qui, d'autre part, a pénétré jusqu'aux domestiques, aux petits fonctionnaires de police et même à la couche du lumpenprolétariat, et qui, simultanément, a déferlé des villes aux campagnes et a même frappé aux portes de fer des casernes militaires.[12]»

Il a peut-être frappé, mais il n'a pas obtenu de réponse. Les militaires, malgré les mutineries à bord des cuirassés Potemkine et Royal George, malgré les désastres en Extrême-Orient, sont largement restés fidèles à l'État tsariste, assurant ainsi la défaite finale de la vague révolutionnaire de 1905. Mais il s'agit là d'une anticipation. Le tsarisme avait fondamentalement perdu le contrôle de la Russie. Trotsky (qui écrivait à l'époque) a été tout aussi expansif dans sa description de la période qui a suivi le Bloody Sunday.

« Commerce après commerce, usine après usine, ville après ville cessent le travail. Le personnel des chemins de fer est le détonateur de la grève, les voies ferrées sont les canaux de propagation de l'épidémie de grève. Des revendications économiques sont avancées et sont satisfaites en tout ou en partie, presque immédiatement. Mais ni le début de la grève, ni sa fin ne sont entièrement déterminés par la nature des revendications formulées ou par les formes sous lesquelles elles sont satisfaites. La grève ne se produit pas parce que la lutte économique a trouvé son expression dans certaines revendications bien définies ; au contraire, les revendications sont choisies et formulées parce qu'il doit y avoir une grève. »

En bref,

« Après le 9 janvier, la révolution ne s'arrête plus.[13] »

Les employeurs ont généralement concédé toutes les revendications des travailleurs au cours de cette période, mais souvent cela n'a pas mis fin à la grève, car de nouvelles revendications ont été formulées. Le fait est que les meurtres perpétrés à Odessa et ailleurs lors des luttes précédentes de la période 1902-1904 sont également vengés. Les grèves étaient si nombreuses à cette époque que beaucoup n'ont pas été signalées. Cependant, toutes les grèves sont restées économiques. Rosa Luxemburg a fait de cette spontanéité une vertu en affirmant que c'était parce que « les révolutions ne permettent à personne de jouer les maîtres d'école avec elles ». C'est un texte magnifique, mais qui ne tient pas compte de la réalité. Ce qu'il décrit, c'est le fait que les grèves qui ont suivi le Bloody Sunday n'avaient pas de direction politique et n'ont pas défié l'État russe avant le mois d'octobre. Luxemburg reconnaît vaguement ce fait en déclarant que les sociaux-démocrates ne doivent pas se préoccuper de « l'aspect technique » de la grève de masse (c'est-à-dire de sa planification), mais qu'ils doivent plutôt.. :
« appelé à assumer la direction politique en pleine période révolutionnaire[14]. »

Ce point de vue est beaucoup plus proche de la vérité en ce qui concerne la relation entre le parti politique et la lutte des classes, mais en réalité, les sociaux-démocrates (toutes tendances confondues) étaient très faibles au

12 The Mass Strike (Colombo, 1970), p.29.

13 Les deux citations sont tirées de 1905, p.98. Selon l'ancien calendrier julien (utilisé par l'Église orthodoxe russe), la date était le 9 janvier. Selon le calendrier grégorien adopté par les bolcheviks au début de 1918, la date était le 22 janvier.

14 La grève de masse, p.51

début de l'année 1905. La grève elle-même les a aidés à surmonter cette faiblesse, mais au moment où ils ont été en mesure d'être plus influents, le tsarisme a élaboré une stratégie de survie.

Entre-temps, ce sont les machinations du tsarisme qui, une fois de plus, fournissent aux travailleurs un moyen de s'organiser. Pour se montrer à l'écoute des travailleurs, le gouvernement tsariste met en place deux commissions. La plus importante est celle de Chidlovski, chargée d'enquêter sur « les causes du mécontentement des ouvriers de Saint-Pétersbourg ». La commission ne dure que deux semaines, mais elle prévoit l'élection de représentants ouvriers, choisis par les travailleurs eux-mêmes, répartis en neuf circonscriptions électorales selon les métiers. Les sociaux-démocrates voient le potentiel d'utilisation de ces élections et font campagne, tandis que les mencheviks pensent qu'il s'agit du début de quelque chose d'important, tandis que les bolcheviks n'en attendent rien, mais veulent utiliser les élections pour atteindre plus d'ouvriers. Ils ont retenu la leçon des syndicats de Zubatov.

La commission Shidlovsky, composée de 400 représentants des travailleurs, se réunit le 17 février (2 mars). Bien que ne disposant que d'environ 10 % des délégués, l'influence des bolcheviks a permis aux travailleurs de soumettre une liste de revendications non négociables, parmi lesquelles la liberté d'expression et de réunion, et la libération des électeurs arrêtés. Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement a refusé ces demandes et, trois jours plus tard, a fermé la Commission.

« L'importance réelle de la Commission Chidlovsky réside dans un autre domaine : en élisant des députés dans les usines, elle prépare le terrain pour que les soviets représentent la classe ouvrière métropolitaine[15]. »

Anweiler poursuit en affirmant que "le mouvement de grève était spontané au sens propre du terme ". En un sens, il a raison. Elles n'ont pas été lancées par les partis (qui étaient trop faibles) ou par les syndicats (qui n'existaient pas) mais, comme nous avons essayé de le montrer ici, elles n'ont pas surgi d'un ciel bleu. Ils étaient le produit de tendances bien définies dans l'histoire de la classe ouvrière russe. Parce que les syndicats étaient illégaux, parce que les travailleurs étaient confrontés au pouvoir oppressif d'un État policier, le prolétariat relativement jeune de l'Empire tsariste récemment industrialisé ne disposait d'aucun organe de médiation auquel il pouvait soumettre ses revendications immédiates. Le Dimanche sanglant a prouvé que même les revendications les plus élémentaires donnaient lieu à des massacres, même si les pétitionnaires portaient des icônes religieuses et des photos du tsar. Lénine n'exagérait pas lorsqu'il écrivait trois jours après le Dimanche sanglant :

« La classe ouvrière a reçu une leçon capitale dans la guerre civile, l'éducation révolutionnaire du prolétariat a fait plus de progrès en un jour qu'elle n'aurait pu en faire en des mois et des années d'existence morne.[16]»
Il progressera encore à l'automne 1905 et c'est ce que nous aborderons dans la deuxième partie de cet article.

Jock
Communist Workers' Organisation
2004

15 O. Anweiler, p.37

16 « Le début de la révolution en Russie » dans V.I. Lénine, Œuvres choisies, Vol. 1, p. 422.

Annexe : Pétition de Gapon

Souverain !

Nous, travailleurs et habitants de la ville de Saint-Pétersbourg, membres de divers sosloviia (domaines du royaume), nos femmes, nos enfants et nos vieux parents sans défense, sommes venus à toi, Souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes appauvris et opprimés, nous sommes accablés de travail et insultés. Nous ne sommes pas traités comme des humains [mais] comme des esclaves qui doivent subir un sort amer et se taire. Et nous avons souffert, mais nous ne faisons que nous enfoncer de plus en plus dans le gouffre de la misère, de l'ignorance et de l'absence de droits. Le despotisme et l'arbitraire nous étouffent, nous sommes à bout de souffle. Souverain, nous n'avons plus de force. Nous avons atteint la limite de notre patience. Nous sommes arrivés à ce moment terrible où il vaut mieux mourir que de continuer des souffrances insupportables.

Nous avons donc quitté notre travail et déclaré à nos employeurs que nous ne reprendrions pas le travail tant qu'ils ne répondraient pas à nos demandes. Nous ne demandons pas grand-chose, nous voulons seulement ce sans quoi la vie est un dur labeur et une souffrance éternelle. Notre première demande était que nos employeurs discutent avec nous de nos besoins. Mais ils ont refusé de le faire ; ils nous ont refusé le droit de parler de nos besoins, au motif que la loi ne nous accorde pas ce droit. Nos autres demandes étaient également illégales : réduire la journée de travail à huit heures ; fixer les salaires avec nous et en accord avec nous ; examiner nos différends avec les administrateurs de niveau inférieur ; augmenter les salaires des travailleurs non qualifiés et des femmes à un rouble par jour ; abolir les heures supplémentaires ; fournir des soins médicaux avec attention et sans insulte ; construire des ateliers de manière à ce qu'il soit possible d'y travailler sans risquer de mourir à cause des terribles courants d'air, de la pluie et de la neige. Nos employeurs et les administrateurs de l'usine considéraient tout cela comme illégal : chacune de nos demandes était un crime, et notre désir d'améliorer notre condition était une insolence calomnieuse. Souverain, nous sommes des milliers ici ; extérieurement, nous sommes des êtres humains, mais en réalité, ni nous ni le narod [peuple] russe dans son ensemble ne jouissons des droits de l'homme, même du droit de parler, de penser, de se réunir, de discuter de nos besoins ou de prendre des mesures pour améliorer nos conditions. Ils nous ont réduits en esclavage et ils l'ont fait sous la protection de vos fonctionnaires, avec leur aide et leur coopération. Ils emprisonnent et envoient en exil tous ceux d'entre nous qui ont le courage de parler au nom des intérêts de la classe ouvrière et du peuple. Ils nous punissent pour un bon cœur et un esprit réceptif comme s'il s'agissait d'un crime. Avoir pitié d'une personne opprimée et tourmentée, sans droits, c'est commettre un crime grave. L'ensemble des travailleurs et des paysans est soumis au proizvol (arbitraire) d'une administration bureaucratique composée de détourneurs de fonds publics et de voleurs qui non seulement ne se préoccupent pas du tout des intérêts du peuple russe, mais qui nuisent à ces intérêts. L'administration bureaucratique a réduit le pays à un dénuement total, l'a entraîné dans une guerre honteuse et l'amène toujours plus loin vers la ruine. Nous, les travailleurs et le peuple, n'avons pas voix au chapitre en ce qui concerne l'utilisation des sommes énormes qui nous sont prélevées. Nous ne savons même pas où va l'argent collecté auprès du peuple appauvri. Le peuple est privé de toute possibilité d'exprimer ses souhaits et ses exigences, ou de participer à l'établissement des taxes et à leur dépense. Les travailleurs sont privés de la possibilité de s'organiser en syndicats pour défendre leurs intérêts. Souverain ! Tout cela est-il conforme à la loi de Dieu, par la grâce duquel vous régnez ? Et est-il possible de vivre sous de telles lois ? Ne vaudrait-il pas mieux que nous, les travailleurs de toute la Russie, mourions ? Laissons les capitalistes - exploiteurs de la classe ouvrière - et les bureaucrates - détourneurs de fonds

publics et pilleurs du peuple russe - vivre et s'amuser.

Souverain, c'est ce à quoi nous sommes confrontés et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes rassemblés devant les murs de ton palais. Nous y cherchons notre dernier salut. Ne refuse pas de venir en aide à ton peuple ; fais-le sortir du tombeau de la pauvreté, de l'ignorance et de l'absence de droits ; donne-lui la possibilité de déterminer son propre destin et délivre-le du joug insupportable des bureaucrates. Abattez le mur qui vous sépare de votre peuple et laissez-le gouverner le pays avec vous. Tu as été placé [sur le trône] pour le bonheur du peuple ; mais les bureaucrates nous arrachent ce bonheur des mains, et il ne nous parvient jamais ; nous n'obtenons que chagrin et humiliation. Souverain, examine attentivement et sans colère nos demandes ; elles ne tendent pas au mal, mais au bien, pour nous et pour toi. Notre voix n'est pas celle de l'insolence, mais celle de la prise de conscience qu'il faut sortir d'une situation insupportable pour tous. La Russie est trop grande, ses besoins sont trop divers et trop nombreux pour qu'elle soit dirigée uniquement par des bureaucrates. Nous avons besoin d'une représentation populaire ; il est nécessaire que le peuple s'aide lui-même et s'administre lui-même. Après tout, seul le peuple connaît ses véritables besoins. Ne repoussez pas son aide, acceptez-la et ordonnez immédiatement, tout de suite, que des représentants du pays russe de toutes les classes, de tous les domaines du royaume soient convoqués, y compris des représentants des travailleurs. Que le capitaliste soit là, ainsi que l'ouvrier, le bureaucrate, le prêtre, le médecin et l'instituteur - que chacun, quel qu'il soit, élise ses représentants. Que chacun soit libre et égal dans son droit de vote, et à cette fin, ordonne que les élections à l'Assemblée constituante se déroulent au suffrage universel, secret et égal.

C'est notre principale demande, tout est basé sur elle ; c'est le principal et unique cataplasme pour nos blessures douloureuses, sans lequel ces blessures saigneront librement et nous mèneront à une mort rapide.

Mais aucune mesure ne peut guérir toutes nos blessures. D'autres mesures sont nécessaires, et nous, qui représentons toute la classe laborieuse de Russie, nous vous en parlons franchement et ouvertement, à vous, Souverain, comme à un père.

Les mesures suivantes sont nécessaires :

Mesures contre l'ignorance du peuple russe et contre son manque de droits.

Liberté immédiate et retour au pays de tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions politiques et religieuses, pour leurs activités de grève et pour les troubles paysans.

Proclamation immédiate de la liberté et de l'inviolabilité de la personne, de la liberté d'expression et de la presse, de la liberté de réunion et de la liberté de conscience en matière de religion.

Enseignement public universel et obligatoire aux frais de l'État.

La responsabilité des ministres du gouvernement devant le peuple et la garantie d'une administration légale.

L'égalité de tous devant la loi sans exception.

Séparation de l'Église et de l'État.

Mesures contre la pauvreté du peuple.

Abolition des impôts indirects et remplacement par un impôt direct et progressif sur le revenu.

Abolition des paiements de rachat, crédit bon marché et transfert progressif des terres au peuple.

Les contrats du ministère de la marine doivent être remplis en Russie et non à l'étranger.

Fin de la guerre selon la volonté du peuple.

Mesures contre l'oppression du travail par le capital.

Suppression de la fonction d'inspecteur d'usine.

Création dans les usines et les établissements de commissions permanentes élues par les travailleurs, qui, conjointement avec l'administration, sont chargées d'enquêter sur toutes les plaintes émanant de

travailleurs individuels. Un travailleur ne peut être licencié qu'en vertu d'une résolution de cette commission.

Liberté pour les coopératives de producteurs-consommateurs et les syndicats de travailleurs – immédiatement.

Une journée de travail de huit heures et une réglementation des heures supplémentaires.

Liberté pour les travailleurs de lutter contre le capital – immédiatement.

Réglementation des salaires – immédiatement.

Participation garantie des représentants de la classe ouvrière à l'élaboration d'une loi sur l'assurance publique pour les travailleurs – immédiatement.

Voilà, souverain, nos principaux besoins, au sujet desquels nous sommes venus vous voir ; ce n'est que lorsqu'ils seront satisfaits que la libération de notre patrie de l'esclavage et de la misère sera possible, ce n'est qu'alors qu'elle pourra prospérer, ce n'est qu'alors que les travailleurs pourront s'organiser pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation insolente des capitalistes et de l'administration bureaucratique qui pille le peuple et l'étouffe. Donnez l'ordre, jurez de répondre à ces besoins, et vous rendrez la Russie heureuse et glorieuse, et votre nom sera à jamais gravé dans nos cœurs et dans ceux de notre postérité - mais si vous ne donnez pas l'ordre, si vous ne répondez pas à notre prière, alors nous mourrons ici, sur cette place, devant votre palais. Nous n'avons nulle part où aller et nous n'avons aucune raison de le faire. Il n'y a que deux chemins pour nous, l'un vers la liberté et le bonheur, l'autre vers la tombe. Que nos vies soient sacrifiées pour la Russie souffrante. Nous ne regrettons pas ce sacrifice, nous l'acceptons avec enthousiasme.

Georgy Gapon, prêtre
Ivan Vasimov, ouvrier

Les « années sauvages » : les décennies 60-70 et l'autonomisation de la lutte de classe (2e partie)

1970. Début d'insurrection, Assemblée générale et les comités ouvriers.

Dès l'automne 1970[1], les centres vitaux de Silésie sont touchés par des grèves, les revendications étaient : de la viande et des produits de première nécessité. Mais le 13 décembre, la radio et la TV annoncent des hausses de 30% sur les produits alimentaires. Dès le 13 décembre, deux sections des chantiers de Gdansk, déjà en grève, élisent une délégation pour discuter des nouveaux prix. Ils sont tous arrêtés.

Mais la revendication en remettant en cause une décision gouvernementale générale devenait une grève politique pour tous les travailleurs. Elle sortait du cadre de l'usine. Les manifestations se composèrent de manifestations de ménagères, décidées en famille qui entraînèrent les enfants. Les manifestations dépassaient le cadre de l'atelier.

Le lundi 14 décembre, les ouvriers de la W3 usine des sections S3 et S4 se réunissent et demandent la libération de leurs camarades délégués emprisonnés. Les ouvriers sortent de l'usine et se dirigent vers le bâtiment de la direction. Il s'agit d'une foule de 3000 ouvriers qui se dirige ensuite vers le siège du parti (POUP) et qui double en chemin. Un des secrétaires du parti est sifflé et hué mais déjà les flics sont là et des combats éclatent. Dès cet instant, les ouvriers savent qu'ils n'obtiendront rien sans une lutte plus dure. La manifestation se dirige vers les chantiers du nord et appelle à la manifestation de 16 heure. Des bagarres commencent. Des dockers se dirigent vers la ville aux cris de « Nous voulons du pain ». Une pluie de pierres tombe sur les vitres de l'immeuble du parti, son imprimerie est incendiée. Les affrontements vont durer jusqu'à 22 heures.

Le mardi 15, la grève s'étend dans tout Gdansk. Vers 10 h 00 les ouvriers sont maîtres de la ville de Gdansk, ils ont pris possession des bâtiments officiels et ceux de la milice avant d'y mettre le feu. Les ouvriers agissent en masse. La répression commence le soir du 15, les forces de répression arrivent en nombre, les blindés apparaissent. Les ouvriers se dirigent vers les chantiers.

Les chantiers sont encerclés par les chars. Les ouvriers refusent de reprendre le travail. La lutte change de nature. De nombreuses assemblées se tiennent dans les ateliers et la grève avec occupation des locaux est décrétée aux chantiers navals.

La même situation existe dans les autres usines de Gdansk.

A Gdynia[2], la lutte commence avec un décalage d'une journée le 15 décembre. Les délégués du premier comité de grève sont arrêtés. Un deuxième comité est constitué. Le soir, des unités militaires entrent dans le port. C'est l'inverse de Gdansk. L'armée se trouve dans les usines et les ouvriers dehors. Ce fut un massacre quand les ouvriers arrivèrent devant la porte de l'usine. La bataille gagna la ville. On ne connaîtra jamais le nombre de morts.

Le 17, le mouvement se généralise dans toute la Pologne mais le mouvement est moins connu que sur les ports de la Baltique car l'information a mieux circulé car il était impossible de la dissimuler[3] dans un port ouvert vers l'étranger.

Les combats durent toute la journée. La foule, plusieurs dizaines de milliers de personnes, crie « Gestapo, Gestapo ! ». Plusieurs cortèges se forment portant sur des portes le corps des victimes. D'autres se battent sans espoir sur la passerelle. À 9 h 30, les manifestants attaquent le siège du « conseil régional du peuple » ; à 11 heures, on se bat dans le centre ville, à 14 heures des manifestants arrêtent les trains à la gare. À 19 h 40, les autorités considèrent que la situation est « maîtrisée de manière satisfaisante ». Le couvre-feu est proclamé.

1 Cf. : Capitalisme et lutte de classe en Pologne, Spartacus, 1975.

2 Idem, relation des faits pages 61 et suivantes.

3 Idem, pages 70 et suivantes.

Le même jour, des troubles ont éclaté à Elblag, à Slupsk et à Tczew.

A Szcecin, les ouvriers commencèrent une grève de solidarité le 17, 3 jours après. L'Assemblée élit un comité de grève avec 22 revendications. Le parti refuse la discussion. Les ouvriers partent en manifestation dans la ville. Devant le siège du parti, spontanément un service d'ordre des ouvriers encercle la police et la neutralise. Ils mettent le feu au bâtiment après avoir sorti en bon ordre le matériel qui s'y trouvait pour ne pas être accusé de destruction de la propriété collective. Finalement la police reçoit des renforts. Seule la police tire, l'armée s'est tenue à l'écart de la répression. Si la classe dominante a pu se préparer quatre jours après Gdansk, les ouvriers aussi. Dès le début ils cherchent à tuer les policiers et à éviter les affrontements sanglants. « Le fait que le comité central de grève va contrôler ensuite la ville pendant quelques temps, n'est peut-être pas étranger à cette forme de lutte.[4])» La généralisation des luttes dans toute la Pologne peut aussi avoir joué en faveur de la dispersion des forces de répression. Il fallait réagir plus intelligemment ce qui fut fait. Ce qui est notoire c'est que le comité central de grève des usines Warski est accepté par les autres comités et qu'il organise la vie de la ville jusqu'aux transports et au ravitaillement[5]. Il semble y avoir eu également une organisation sur le territoire de Szczecin.

Nous venons de résumer des événements considérables et d'une autre nature que les grèves sauvages de la période. Ici nous touchons les sommets de la vague de lutte des années 60-70. Nous avons à faire à un début d'insurrection qui a fait vaciller le pouvoir et qui aurait pu entraîner son renversement. Mais il fallait passer à autre niveau d'organisation et de décision pour vaincre. Quand les grèves sauvages prennent de plus en plus d'extension, elles voient se dresser contre elles toute la puissance physique répressive de l'État. Elles acquièrent alors un caractère révolutionnaire. Dès lors, il s'agit d'un combat contre l'État ce que n'ont pu dépasser les grèves en Pologne.

Ce même jour, pour « raison de santé », Gomulka est hospitalisé. Le samedi 19, Edward Gierek est déjà officieusement premier secrétaire du Parti. Le plénum du Comité central confirme le dimanche cette décision et exclut Gomulka, Kliszko et quelques autres du bureau politique. À Szczecin, le ton des autorités change le vendredi. Elles entament des négociations avec le comité de grève qui aboutiront le dimanche.

À Gdansk et Gdynia, dès le vendredi, les ouvriers reprennent peu à peu le travail. Les mesures exceptionnelles de sécurité sont annulées par le conseil des ministres le mardi suivant et les personnes arrêtées commencent à être libérées. Le couvre-feu est levé le mercredi 24 décembre 1970.

Un ouvrier du chantier « Commune de Paris » avançait, lors des négociations avec Gierek le 25 janvier 1971, le chiffre de 400 morts dont 197 à Gdynia. Cependant, aucune enquête n'a établi avec certitude un bilan précis.

1980, le comité de grève inter-entreprises, le MKS

Lorsque, le 1er juillet 1980, le gouvernement décida d'augmenter de 50 à 100 % selon les qualités, le prix de la viande vendue directement dans les lieux de travail, le jour même, dans un atelier de l'usine de tracteurs d'Ursus, près de Varsovie, la grève éclata. Les grévistes élurent une commission ouvrière. Ils réclamaient l'annulation de la hausse des prix et l'échelle mobile des salaires. Le lendemain, le directeur et les responsables du Parti promettaient tout ce qu'on voulait. Le gouvernement, qui tentait d'appliquer sa décision en souplesse, c'est-à-dire en ne touchant pas toutes les régions en même temps, annula les hausses, puis changea d'avis, et il y eut ainsi toute une valse-hésitation des étiquettes, qui n'arrangea rien.

Une deuxième vague de grèves éclata, notamment dans la grande usine d'automobiles de Zeran à Varsovie, et parmi les ouvrières du textile à Lodz, ces mêmes ouvrières qui avaient

4 Idem, page 78.

5 Idem pour l'organisation du comité page 79.

fait capituler Gierek déjà sur ses hausses de prix, en février 1971. La ville de Lublin vécut plusieurs jours de grève générale à la mi-juillet. Ainsi, 150 à 200 entreprises furent touchées par des mouvements grévistes durant ce mois de juillet et le début du mois d'août. Des comités de grève furent élus en plusieurs endroits.

C'est dans ce climat agité que démarra le jeudi 14 août la grève du chantier Lénine à Gdansk. Dans l'agglomération de Gdansk, la nouvelle de la grève se répandit comme une traînée de poudre. Presque tous les autres chantiers de la baie ainsi que les entreprises travaillant pour l'industrie navale s'y joignirent dès le lendemain, le vendredi 15 août. De leur côté, les autorités faisaient couper toutes les communications téléphoniques entre Gdansk et le reste du pays. N'ayant rien obtenu lors des premières discussions, le comité de grève du chantier Lénine décida l'occupation. Les négociations durèrent jusqu'au samedi 16.

Finalement, la direction proposa une augmentation de 1500 zlotys et la majorité des délégués accepta d'abord le compromis. Cependant, les ouvriers dehors scandaient : 2000 ! 2000 ! Si bien que lorsque Walesa vint annoncer la fin de l'occupation, ce fut un moment critique. Il fut acclamé, mais en même temps, les ouvriers voulaient continuer. Les autres entreprises en grève n'avaient rien eu, même pas des promesses. Des délégués de ces entreprises étaient consternés : « Si vous reprenez, personne n'obtiendra rien ailleurs » .

Alors, Walesa prit la parole et déclara : « Il faut accepter le compromis même s'il n'est pas fameux, mais nous n'avons pas le droit de lâcher les autres : nous devons continuer la grève par solidarité jusqu'à la victoire de tous » . Cependant, précisa-t-il, « celle grève est différente, il faut élire de nouveaux délégués d'atelier. Ceux qui veulent rentrer chez eux le peuvent » .

On était à un tournant des événements. Le soir même de ce samedi 16 août, les délégués du chantier Lénine et de vingt et une autres entreprises constituèrent un comité de grève interentreprises, le MKS, qui fut dès lors la direction reconnue de la grève pour Gdansk et sa région.

Le lundi 18, la plupart des ouvriers revinrent prendre part à l'occupation, tandis que le mouvement prenait de l'ampleur dans toute la région. 156 entreprises se retrouvèrent représentées dans le MKS ce lundi. Le lendemain, elles étaient 253. Une semaine plus tard, elles seraient plus de 600. Durant le week-end, le MKS avait mis au point la liste des revendications : 21 points.

Les travailleurs de Gdansk se sentaient d'autant plus forts que, dans l'autre grand port de la Baltique, à Szczecin, les transports en commun, puis le chantier naval, se mirent en grève eux aussi les 16 et 18 août. Ainsi, les grévistes de Gdansk ne se laissèrent pas piéger par la méthode de négociation choisie par le pouvoir, c'est-à-dire entreprise par entreprise. Il était politiquement important pour les autorités de ne pas reconnaître officiellement le MKS. Celui-ci dénonça la manœuvre. En fait, seulement 17 usines sur les 253 en grève à ce moment-là, répondirent à la convocation et aucune ne reprit le travail.

Du 21 au 28 août, au cours de cette deuxième semaine d'occupation dans les chantiers de Gdansk, la grève s'est d'une part étendue dans le pays et d'autre part elle s'est organisée et consolidée au chantier Lénine et autour de lui dans la vaste agglomération.

A Szczecin, les entreprises en grève sur la ville fondèrent elles aussi leur MKS, et de même dans la ville industrielle d'Elblag. La grève devint générale dans la grande aciérie de Nowa Huta, près de Cracovie, ainsi que dans le combinat de cuivre de Glogow, en Basse Silésie. Les grévistes appuyaient les vingt et une revendications et demandaient qu'une négociation globale soit engagée avec le MKS. Le MKS autorisa certaines entreprises à travailler pour le bien de tous. Il organisa la distribution du charbon et des médicaments dans les hôpitaux et les crèches.

C'est toute une population qui se montra solidaire des ouvriers en lutte.

La nomination, le 21 août, du vice-premier ministre Jagielski comme négociateur amorçait un tournant. Jagielski prit des contacts avec le MKS, et le samedi 23 août, il capitule, entamant sa première négociation officielle avec la direction centrale des grévistes de Gdansk et

de sa région. Mais le pouvoir ne voulut pas capituler sur les demandes des grévistes.

Dans ces derniers jours du mois d'août, le rapport de force s'améliore encore en faveur des grévistes. La grève fait tache d'huile. les travailleurs se mettent en grève maintenant à Wroclaw où ils fondent un MKS c'est-à-dire un comité central de grève pour l'ensemble de la ville ; l'usine de Zeran s'y met à son tour ; et puis ce fut le tour des travailleurs de Lodz et, le 28 août, celui des mineurs de Silésie. La production de charbon est menacée, la situation devient très sérieuse pour le pouvoir, d'autant que des ultimatums venant de diverses régions parlent de grève générale pour le 1er septembre.

Pour le pouvoir, il fallait en terminer rapidement. Mais le pouvoir renâcle toujours à signer toutes les revendications notamment la libération des prisonniers politiques.

Finalement, le dimanche 31 août, alors qu'un groupe de soldats vient au chantier informer que plusieurs de leurs camarades commencent une grève de la faim en solidarité, qu'à Lublin des miliciens refusent de se rendre à Gdansk en renfort, le ministre Jagielski réapparaît : il confirme ses engagements de la veille, s'engage sur la libération des prisonniers politiques, et il signe l'ensemble des accords en moins d'une heure.

Les travailleurs de Gdansk ont obtenu une victoire politique de première grandeur.

Toutefois, il a fallu le coup d'État du13 décembre 1981 du général Jaruzelski pour mettre fin à la combativité ouvrière. Le général Jaruzelski proclame l'état de siège « pour sauver la Pologne » des « grèves et des actions de protestation ».

Mais surtout ce qui a permis à la bourgeoisie de reprendre les choses en main dans les usines ce fut la création de Solidarnosk. Il n'y a aucune continuité entre le MKS qui représentait le pouvoir des ouvriers des comités élus et révocables à tout moment et un syndicat.

Car, pour la bourgeoisie de l'Est comme de l'Ouest et comme pour le général nommé à la fois Premier ministre et premier secrétaire du Parti communiste polonais, et pour la bourgeoisie soviétique la classe ouvrière représente la plus grande menace. Il faut pouvoir la contrôler. Elle n'a rien trouvé de mieux que les syndicats.

B - En occident, dans le bloc de l'Ouest

Après cet aperçu, largement insuffisant des luttes ouvrières dans le bloc de l'Est mais tout de même significatif auquel il faudrait rajouter un volet supplémentaire pour les autres républiques démocratiques de l'Europe de l'Est, il reste à dresser un inventaire pour l'autre bloc impérialiste, celui de l'Ouest.

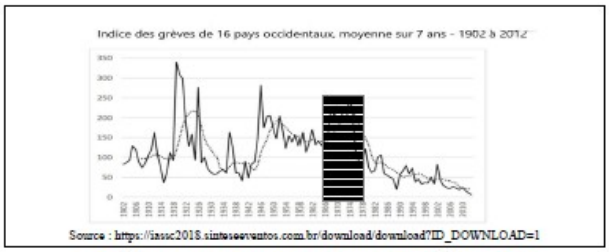
« Longtemps, la grève sauvage avait été considérée par les spécialistes comme un élément du folklore britannique, au même titre que le cricket, le porridge et l'ennui dominical. L'apparition de grèves de ce genre en Italie à partir de 1962 fut soigneusement passée sous silence. Les quelques mouvements qui eurent lieu en France vers la même époque (1961 chez les cheminots, 1963 à la RATP) furent vites étouffés et aussitôt oubliés. »[6] Dans la suite, nous citerons en priorité les revues politiques de la Gauche communiste de l'époque pour ne pas être considéré comme affabulateur par rapport à l'histoire des luttes ouvrières dans ces années. Cependant, il est clair qu'elles ne sont pas exemptes d'erreurs, c'est pourquoi, il est nécessaire de faire appel à tous les autres éléments d'informations possibles.

La Grande-Bretagne, avec les États-Unis sont le berceau des grèves sauvages. L'expression grève sauvage ou Wilde-cat-strike est d'ailleurs utilisée pour dénommer les grèves non-officielles hors de la légalité dans ces pays. Depuis 1935 les Wilde-cat-strikes sont illégales aux États-Unis. De même en Grande-Bretagne tout arrêt de travail qui n'est pas approuvé par un syndicat affilié aux Trades Union Congress (TUC) est déclaré non-officiel. Les travailleurs qui se mettent ainsi hors la loi, non seulement ne jouissent pas des garanties prévues par la loi, mais encore ne peuvent

6 Lutte de classe, pour le pouvoir des travailleurs, septembre 1969, journal du GLAT. cf. : http://archivesautonomies.org/IMG/pdf/gauchecommuniste/gauchescommunistes-ap1952/glat/1969/LDC-septembre-1969.pdf

bénéficier de l'appui financier du syndicat. Le terme va devenir populaire et se répand partout dans le monde.

Il est toujours bon d'avoir également une idée chiffrée de l'ampleur des grèves durant ces années-là. Il est clair que les chiffres fournis sont sujets à caution mais notre propos ne porte ni sur le nombre de grèves ni sur le nombre de grévistes, notre propos porte en priorité sur le contenu, la nature et la forme des luttes. La période hachurée du diagramme ci-dessous[7] qui nous intéresse montre un accroissement important des grèves, suivi d'une baisse brutale de la conflictualité après 1978. La conflictualité a été en 1960-1970 quasi aussi forte qu'au sortir de la deuxième guerre impérialiste (39-45), mais moins forte qu'après la première guerre impérialiste (1914-1918).



1 – Quelques points sur le contexte économique et social

Au début des années 60, même si la deuxième guerre mondiale est désormais finie depuis une quinzaine d'années, elle a laissé des traces profondes dans les esprits, dans les comportements et dans l'état de la France, du monde occidental mais aussi de l'Est. La période est au plein emploi (moins de 2% de chômage en France, 4% aux USA puis 6,6% en 1960[8]) et l'espoir d'une vie meilleure pour les générations futures est un moteur fort pour la majorité de la population qui a subi des privations puis la guerre et qui connaît la valeur de la paix.

Il est difficile de décider d'une date de rupture de l'après-guerre et de la fin de la reconstruction, nous avons pris les années 60 par facilité. Socialisme ou Barbarie prend comme années de rupture le milieu des années 50.

L'« *été 1955 le prolétariat s'est manifesté, d'une façon nouvelle. Il a déterminé de façon autonome ses objectifs et ses moyens de lutte ; il a posé le problème de son organisation autonome ; il s'est enfin défini face à la bureaucratie*[9] *et séparé de celle-ci d'une manière grosse de conséquences futures. Le premier signe d'une nouvelle attitude du prolétariat devant la bureaucratie a été sans doute la révolte du prolétariat de Berlin-Est et d'Allemagne Orientale en juin 1953 contre la bureaucratie stalinienne au pouvoir. Pendant l'été 1955, la même séparation entre le prolétariat et la bureaucratie « ouvrière » est clairement apparue dans les principaux pays capitalistes occidentaux. L'important, c'est qu'il s'agit désormais d'une séparation active*[10]*. Le prolétariat ne se borne plus à refuser la bureaucratie par l'inaction, à comprendre passivement l'opposition entre ses intérêts et ceux des dirigeants syndicaux et politiques, ou même d'entrer en lutte malgré les directives bureaucratiques. Il entre en lutte contre la bureaucratie en personne (Angleterre, États-Unis), ou mène sa lutte comme si la bureaucratie n'existait pas, en la réduisant à l'insignifiance et à l'impuissance par l'énorme poids de sa présence active (France).*[11] »

A l'appui de ce texte, Socialisme ou Barbarie cite les grèves à Nantes et Saint-Nazaire en 1955.

« *En été 1955, les ouvriers entrent à nouveau en lutte spontanément ; mais ils ne se limitent plus à cela. A Nantes, à Saint-Nazaire, en d'autres localités encore, ils ne sont pas simplement en grève, ni même ne se contentent d'occuper les locaux. Ils passent à l'attaque, appuient leurs revendications par une pression physique extraordinaire, manifestent dans les rues, se battent contre les CRS.*

7 Source: L'index est calculé à partir des données de l'OIT "journées non travaillées pour 1000 travailleurs en raison de grèves et de lock-out" pour 16 pays: USA, Canada, Australie, New Zealand, Belgique, Allemagne, Danemark, France, UK, Italie, Norvège, Australie, Espagne, Suéde, Suisse et Japon. https://iassc2018.sinteseeventos.com.br/download/download?ID_DOWNLOAD=1

8 https://brictly.com/taux-de-chomage-par-annee-depuis-1929-par-rapport-a-linflation-et-au-pib/

9 Socialisme ou Barbarie utilise le terme de « Bureaucratie » pour nommer les nouvelles classes dirigeantes. Pour nous, même si ces dernières possèdent de nouvelles caractéristiques, il s'agit toujours de la bourgeoisie à l'Est (bourgeoisie stalinienne) ou à l'Ouest avec ses partis et ses syndicats aux ordres.

10 Nous préférons le terme de lutte offensive. Socialisme ou Barbarie pose le problème de l'atmosphère dans la classe ouvrière.

11 Socialisme ou barbarie n°18, janvier-mars 1956.

Ils ne laissent pas non plus la direction de la lutte aux bureaucrates syndicaux ; aux moments culminants de la lutte, à Nantes, ils exercent par leur pression collective directe, un contrôle total sur les bureaucrates syndicaux, à tel point que dans les négociations avec le patronat ceux-ci ne jouent plus qu'un rôle de commis, mieux : de porte-voix, et que les véritables dirigeants sont les ouvriers eux-mêmes. » (idem)

Comment des organisations révolutionnaires voyaient, et la situation politique à l'époque, et les réactions ouvrières ?

Une nouvelle fois nous donnons la parole au journal du GLAT (Groupe de Liaison pour le Pouvoir des Travailleurs[12] sur la généralisation des grèves à la fin des Trente glorieuses :

« *Si des grèves de ce genre éclatent aujourd'hui un peu partout (et jusqu'en Argentine) la première raison en est sans doute la situation même du capitalisme mondial. Après vingt ans d'expansion assise sur une exploitation forcenée des travailleurs, le régime se débat dans une crise larvée et multiforme qui risque à tout moment de le conduire à la faillite. Affolée par la catastrophe menaçante, la bourgeoisie ne voit de salut que dans de nouveaux et énergiques tours de vis. Les capitaux sont concentrés à tours de bras, les mesures de rationalisation – qui traditionnellement accompagnaient les périodes de dépression économique - sont lancées en pleine "prospérité" les travailleurs sont licenciés, déportés d'une région ou d'une profession à une autre, soumis à des cadences et des conditions de travail de plus en plus insensées.* » (même numéro du GLAT que ci-dessus).

Le GLAT poursuit à propos des grèves des cheminots qui venaient d'éclater en 1969 en France.

« *Dans ces pénibles circonstances, les saltimbanques de choc qui président aux destinées des grandes organisations syndicales se voient contraints à de bien curieuses acrobaties. Tout en multipliant les appels du pied à la bourgeoisie, ils s'efforcent de récupérer le mouvement gréviste à leur profit, et pour cela n'hésitent pas à hausser le ton, et à se présenter aux foules dans la pose héroïque du baudet revêtu de la peau du lion. Qui plus est, échaudés par l'accueil fait aux accords de Grenelle, les voilà qui découvrent la démocratie. Pour la première fois sans doute dans l'histoire, un protocole d'accord a dû être communiqué aux cheminots avant d'être signé, et il a fallu près de deux jours de palabres pour convaincre une majorité, d'ailleurs douteuse, de l'accepter. Çà et là, l'hystérie anti-gauchiste est contrainte de baisser le ton : à Turin où les gauchistes sont particulièrement actifs, la calomnie brutale d'"agents du patronat" n'a plus cours, la critique se fait plus nuancée et plus "fraternelle".* »[13]

2 - En Grande-Bretagne

Elle a été pendant les années soixante et soixante-dix, particulièrement le pays des grèves sauvages[14]. Comme partout sur la surface du globe en Grande Bretagne c'est la généralisation des grèves sauvages.

En 1974, il y a une nouvelle grève générale des mineurs. La livre sterling s'effondre face au dollar. Le Royaume-Uni est "l'homme malade de l'Europe". Le pays est mis sous tutelle du FMI[15]. C'est pourquoi la bourgeoisie est contrainte de réagir ne pouvant plus tolérer l'action autonome des travailleurs. La réaction thatchériste a été à la hauteur des luttes ouvrières ; elle a été d'une rare violence.

Information et Correspondance Ouvrière écrivait en 1965 : « *C'est souvent que nous avons évoqué dans I.C.O. (Information et Correspondance Ouvrière) les conflits caractéristiques en Angleterre entre les travailleurs de la base d'une part, les directions syndicales, patronales et gouvernementales de l'autre. Ces grèves sauvages, ou non officielles, ou non-autorisées (sous entendu par le syndicat) sont tout aussi fréquentes. Celles que nous citons ci-après ne sont que des exemples*

12 Idem : Lutte de classe, pour le pouvoir des travailleurs, septembre 1969.

13 Les mots ont certainement dépassé la réalité. Les critiques étaient toujours dures mais les staliniens devaient faire plus attention dans leurs attaques et être plus subtils.

14 ICO, n°, 196 https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/ico/ICO-041.pdf.

15 Le Point, le 03/07/2014, "Il y a trente ans" - https://www.lepoint.fr/economie/il-y-a-30-ans-margaret-thatcher-brisait-lesgreves-abusives-03-07-2014-1843042_28.php

pris au hasard · on peut dire que, malgré toutes les tentatives des dirigeants de tous bords, de mettre fin aux grèves sauvages (commissions d'enquêtes, menaces etc..) celles-ci sont une réalité quotidienne. »[16]

1965.

Les grèves sauvages font leur réapparition dans l'automobile et la presse.[17]

A Londres : (aux United Dairies) « *Un million de clients les United Dairies (laiteries) n'ont pas trouvé ce matin leur lait sur le pas de leur porte (44) en raison d'une grève sauvage : 930 ouvriers des laiteries sont en grève ce qui occasionne la perte de 185.000 gallons de lait par jour. Ils demandent que l'augmentation de 18 shillings par semaine (1.300 A. F.) qui leur a été accordée à partir du 20 juin soit rétroactive à dater du 13 mai.* »

A Aberdeen (Écosse, 8 juin 65). « *1200 employés de la Société Coopérative du Nord ont fait une grève sauvage de 2 jours sans résultat, par solidarité avec 10 ouvriers de la section des tapis qui réclamaient une parité de salaires.* »

A Liverpool (26 mai 65 - Docks de la Mersey). Le I7 mai, des dockers avaient à charger de l'argile à porcelaine pour l'Australie ; comme ils sont en désaccord sur la paie supplémentaire pour effectuer ce travail, on leur offre I2 shillings par jour, ils demandent 1 livre (14 francs). Le mardi 18, 9000 dockers sur I3.000 sont en "grève sauvage". Les syndicats convoquent le dimanche 23 un meeting (4.000 participants) au cours duquel ils font voter la reprise du travail pour le lendemain. Mais comme l'écrit le Financial Time (24/5/65) "*personne n'a pu compter les votes pour ou contre, mais la motion fut présentée deux fois et il n'y a pas de doute que la majorité y était favorable.*" La veille, le samedi, un meeting "non-officiel," a voté la continuation de la grève. Le lundi 24 mai, 8000 dockers ignorent royalement le vote acquis par les dirigeants du syndicat et continuent la grève : 101 bateaux sont bloqués et seulement 2200 dockers travaillent à décharger 6 navires. Les grévistes forment un comité qui va discuter directement avec les dirigeants des docks ; ils obtiennent non une promesse écrite comme ils le voulaient, mais l'engagement que le cargo d'argile sera inspecté en vue d'un règlement. Ils votent alors la reprise du travail pour le mercredi 26 précisant que si l'inspection n'a pas eu lieu à midi, ils se remettront en grève. En même temps, ils ont pris des contacts directs avec les dockers de Hull et de Manchester pour un soutien éventuel.

A Coventry - 9 juin 1965. Toute la chaîne de montage Jaguar est arrêtée et 2500 ouvriers mis à pied parce que 2 ouvriers refusent de faire trois minutes de travail supplémentaire. Les deux ouvriers sont des polisseurs de cadres de portières. Les 86 ouvriers de l'atelier de polissage, qui appartiennent au même syndicat, se sont mis en grève en solidarité. C'est le second arrêt en 10 jours pour des conflits de ce genre. Le dernier qui dura près d'une semaine, concerne les peintres et entraîne la mise à pied de 2000 ouvriers. Quelques pièces de trois polisseurs avaient été jugées en-dessous de la norme et renvoyées pour révision : un seul des trois fit le travail en 3 minutes. Les autres refusent, arguant que le travail de rectification ne fait pas partie de la tâche qui leur est demandée. Aucun autre travail ne leur est confié tant qu'ils n'auront pas accepté de rectifier leurs pièces. Mais tout le département se met en grève avec comme revendication que les deux ouvriers seront payés à part pour faire la rectification ou bien qu'on leur donne du travail. Le secrétaire du syndicat a déclaré : "*la situation est très délicate, et je préférerai ne pas avoir à en discuter*". (Financial Time – 10/6/65).

En cette année 1965, les grèves sont essentiellement dans l'industrie automobile.

« *Chez Ford, 300 chauffeurs font grève pour protester contre le licenciement d'un de leurs camarades. Cette action aboutit à la fermeture complète de 1'usine : 8. 000 ouvriers mis à pied.* » (Pouvoir Ouvrier - op cit)

« *A la British Motor Corporation (BMC), le licenciement d'un ouvrier qui accusait un contremaître de ne pas avoir "les qualités*

16 ICO, n°, 196
https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/ico/ICO-041.pdf.
17 Pouvoir Ouvrier, N°73 - Septembre-Octobre 1965.

professionnelles requises", entraîne une grève de 400 ouvriers.... Le conflit est réglé par un compromis au terme duquel l'ouvrier est réintégré. » (idem)

Quelques réflexions.

Il nous importe de donner la parole aux protagonistes eux-mêmes pour faire un bilan de cette période et en tirer quelques leçons. La brochure rédigée par Cajo Brendel en collaboration avec Joe Jacobs, ouvrier, ex-shop-steward est une excellente introduction.

« *A l'automne 1968, deux journalistes anglais dressèrent le bilan de l'année. Statistiques en mains, un certain Rodney Cowton*[18] *parla "d'année de grève". Ils notent que depuis la 2ème guerre mondiale, on trouvait seulement 4 années au cours desquelles le total des jours de grève était plus important que le nombre de jours de travail "perdus" dans les huit premiers mois de 1968. Si les quatre mois restants ressemblaient aux précédents, on pouvait calculer que l'année 1968 battait tous les records de l'après-guerre. Il faudrait remonter avant 1937, écrivait-il, pour trouver une année où les grèves auraient été plus nombreuses que dans l'année en cours. Entre le 1er janvier et le 31 août, les travailleurs avaient cessé le travail dans au moins 25 branches d'industries différentes et d'après Cowton, il avait été "perdu" 26 fois plus de temps que dans la même période de l'année précédente.* »

D'un tableau général des industries en grève, on comprenait que l'automobile, les ports, les chantiers navals, le bâtiment, les monteurs-mécanicien, les bus, les mines, les cheminots, les services municipaux, les électrotechniciens et de nombreux autres avaient fait grève. Stephen Fay[19] avait fait les mêmes observations avant Cowton.

« *Mais ce qu'il constatait était encore plus intéressant. Il soulignait que la plus grande partie de ces grèves était des grèves "non officielles" et il montrait que les syndicats "n'étaient plus en mesure de contrôler leurs membres". Fay doutait qu'ils puissent un jour de nouveau leur imposer leur joug.* »[20]

Premières réactions de la bourgeoisie pour régler les grèves sauvages.

« *En Grande-Bretagne, au récent congrès des trade-unions, une majorité s'est dégagée pour repousser toute ingérence gouvernementale dans les négociations sur les conventions collectives. Les syndicalistes n'ont tenu aucun compte de la concession que constituait l'abandon par M. Wilson de son projet de loi destiné à réformer les syndicats et à sévir contre les " grèves sauvages ". Le premier ministre, pour sa part, a affirmé qu'il n'accepterait pas que le T.U.C revienne sur son engagement solennel à régler lui-même le problème des " grèves sauvages ".* » (Le Monde du 12 septembre 1969)

Par la suite Margaret Thatcher a mené une véritable guerre contre les mineurs. La grève menée par les mineurs britanniques en 1984 et 1985 a marqué et marque encore les esprits. Mais les événements ne se sont pas arrêtés là. Le gouvernement de Margaret Thatcher s'est servi de cette lutte pour mener par la suite une guerre totale contre le NUM, le syndicat des mineurs. Une guerre qui marquera l'histoire des syndicats et de toute la gauche.[21]

Cette dernière a déclaré : « *Nous avons dû nous battre contre un ennemi extérieur aux Falkland. Maintenant, il s'agit de porter la guerre contre l'ennemi intérieur, beaucoup plus difficile à combattre, et plus dangereux pour la liberté* ». C'était clair.

Olivier

18 The Times, 10 octobre 1968.

19 Sunday Times, 22 septembre 1968

20 Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne – 1945-1977, Cajo Brendel, brochure d'Échanges et mouvement

21 https://www.investigaction.net/fr/La-guerre-totale-de-Margaret/

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XXème siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière les Etats nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands État impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont Bilan & Perspectives est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.